

UNESCO

JUN 1985 - 7 FF

le Courrier



Jeunesse
1985

M 1205-506-7 F



Le temps des peuples

35 Samoa américaines

Expérience à Pago Pago

Des élèves d'une école de filles, à Pago Pago, capitale des Samoa américaines, examinent un échantillon de plancton pendant un voyage d'étude en mer. Le développement scolaire et extrascolaire des sciences et de la technologie est un aspect important du Grand programme V de l'Unesco, *Education, formation et société*. Celui-ci vise en particulier à appuyer toutes les activités qui favorisent l'accès des jeunes filles et des femmes à un enseignement et une formation scientifiques et techniques.

Photo Deighton Emmons Jr. Reproduite avec l'autorisation de *The Science Teacher*, publié par la *National Science Teachers Association*, Etats-Unis

Le Courrier du mois

SE succédant presque sans interruption, les « Années » internationales finissent par lasser tout le monde. Et si leur bilan est généralement positif, ce dont on ne semble pas faire suffisamment état, on a plutôt tendance, une fois les 365 jours écoulés, à considérer que le chapitre est clos.

Mais avec 1985, l'Année internationale de la jeunesse, il en va tout autrement. La jeunesse est le premier chapitre d'un livre que nous ne pouvons pas refermer. De surcroît, nous nous prenons tous pour des experts en la matière, sous prétexte que nous avons été jeunes un jour. Malheureusement, cela ne nous empêche pas de nous égarer souvent sur ce que nous appelons à tort « le problème de la jeunesse » : ce n'est pas la société qui doit affronter un « problème de la jeunesse », mais bien cette dernière qui doit faire face à des problèmes de société, et il est rare qu'elle ait l'occasion de s'exprimer sur ceux-ci ou d'offrir ses propres solutions.

C'est pourquoi nous avons voulu, dans ce numéro du *Courrier de l'Unesco*, donner la parole aux jeunes. A côté du tableau qu'ont brossé douze rédacteurs de nos 31 éditions sur la situation de la jeunesse dans différentes parties du monde, nous publions les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de jeunes du monde entier, qui nous font part des espoirs et des craintes qui les habitent et que leur inspire leur avenir propre, ainsi que celui de la société.

Six jeunes nous offrent une vision plus personnelle de leur façon de vivre, trois en nous décrivant en détail une journée de leur vie quotidienne, et les trois autres en nous présentant des considérations d'ordre général.

Les experts ont aussi leur mot à dire dans ce numéro. Ce ne sont pas des experts anonymes, mais des hommes et des femmes qui sont à l'écoute des jeunes, et adoptent à leur égard une attitude nouvelle, faite de sens pratique et de simplicité.

Telle est également la démarche de l'Unesco, dont tous les programmes, sans exception, sont conçus de manière à aider les jeunes, mais aussi à obtenir leur participation active.

Dans un monde plein d'incertitudes, les jeunes, qui représentent aujourd'hui 45 % de la population mondiale, sont les premières victimes de la pauvreté, de la faim, du chômage et de la violence. Cela est peut-être dans la nature des choses. Après tout ne sont-ils pas accusés, comme William Pitt, qui devint Premier ministre d'Angleterre à l'âge de 24 ans, du « grave délit d'être jeunes » ?

Rédacteur en chef : Edouard Glissant

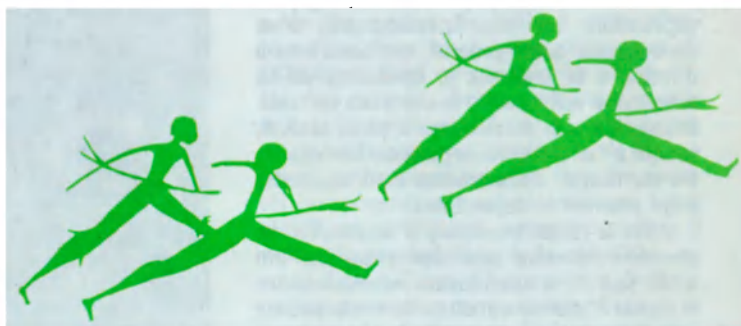
Juin 1985

38^e année

Emblème de l'Année internationale de la jeunesse

Photo © Nations Unies

-
- 4 A la recherche du temps présent**
par Eduardo Khaliffé
-
- 8 La barre du premier emploi**
-
- 12 Le Congrès mondial sur la jeunesse**
Lettre ouverte du maire de Barcelone
-
- 13 Les jeunes de tous les continents s'expriment**
Une enquête internationale du *Courrier de l'Unesco*
- 18 Une journée dans la vie de...**
- 20 Le point sur les jeunes**
Monde arabe, Belgique, Brésil, Catalogne, République de Corée, Finlande, Inde, Italie, Pakistan, Sénégal, Suisse, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande, URSS
-
- 25 A la rue**
par Merrick Fall
-
- 28 Afrique : le fossé des générations**
par Boubakar Ly
-
- 32 La plus précieuse source d'énergie de la Chine**
par Tang Ruoxin
-
- 34 La trêve des enfants**
par Hélène Ahrweiler
-
- 2 Le temps des peuples**
SAMOA AMERICAINES : *Expérience à Pago Pago*



Mensuel publié en 31 langues par l'Unesco, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy,
75700 Paris.

Français
Anglais
Espagnol
Russe
Allemand
Arabe
Japonais

Italien
Hindi
Tamoul
Persan
Hébreu
Néerlandais
Portugais

Turc
Ourdou
Catalan
Malais
Coréen
Kiswahili
Croato-Serbe

Macédonien
Serbo-Croate
Slovène
Chinois
Bulgare
Grec
Cinghalais

Finois
Suédois
Basque

Une édition trimestrielle en braille est publiée en français, en anglais, en espagnol et en coréen.

ISSN 0304-3118
N° 6 - 1985 - OPI - 85 - 3 - 423 F



A la recherche

par Eduardo Khaliffé

VOILA bien longtemps que chaque génération interroge la précédente sur le sens de sa propre existence : le fait que les jeunes posent autant de question avant d'avoir accompli leur mue biologique, émotive et intellectuelle n'a donc rien qui doive nous étonner. La jeunesse est vieille comme le monde et, qu'elle en soit consciente ou non, elle est condamnée à réinventer sans cesse son chemin sous un feu croisé de mythes, de normes et de sanctions. Sa difficile insertion sociale illustre cette éternelle contradiction du genre humain : le conflit des générations que la vie réunit à la croisée du temps et de l'espace pendant un bref moment du cycle de l'évolution.

En général, la société tolère, en vertu d'un rite qui n'implique aucune croyance, la profanation rhétorique de ses conventions. Au nom du « bon sens » (« nous avons tous été jeunes un jour... »), elle accorde à sa jeunesse une marge étroite de tolérance, tout en cherchant des explications à son comportement. Au fond, les adultes trouvent plus commode de se répéter la parole biblique selon laquelle « il n'y a rien de nouveau sous le soleil ».

La jeunesse, comme l'écrit Pier Paolo Pasolini, est riche d'une capacité d'enthousiasme qui se traduit justement par une propension à l'incrédulité, un parti pris de défi et de démenti de la sagesse biblique, un refus exacerbé de voir gaspiller son énergie et enfermer son action et sa pensée dans un cadre social routinier et hostile à tout changement.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication de l'immense soulèvement rituel qui a secoué l'Occident vers la fin des années 60 et qui a marqué les brèves retrouvailles de la pensée politique et de la poésie, comme en témoignent les graffiti passionnés des murs de Paris et les œillets au bout des fusils.

On s'est rarement interrogé sur l'origine et le formidable rayonnement de ce mouvement. Il est sûr en tout cas que les événements de mai 68 à Paris, les manifestations de l'université de Kent et celles de la place de Tlatelolco à Mexico, pour ne citer que les expressions les plus spectaculaires d'un mouvement quasi général, ont contribué à donner à la jeunesse le sentiment de sa dimension universelle, la certitude de communier dans le déferlement d'idées nouvelles qui a fait trembler le pouvoir des capitales du monde industrialisé mais aussi des pays pauvres et dépendants.

Avec le recul, beaucoup d'acteurs de ces journées estiment sans doute aujourd'hui avoir sacrifié à une illusion en déclenchant le signal d'alarme qui allait inciter la société à mobiliser tout un arsenal de moyens intellectuels et matériels pour interpréter et, bien entendu, conjurer le syndrome de la rébellion. En Amérique latine, la conclusion de ces épisodes fut souvent sanglante. Comme l'écrivait Octavio Paz en 1969 : « La société les singe (les jeunes) et par là même les exorcise : si elle se renie elle-même en renchérissant sur les blasphèmes et les sacrilèges des jeunes, ce n'est que pour mieux et plus com-

« La jeunesse est vieille comme le monde et, qu'elle en soit consciente ou non, elle est condamnée à réinventer sans cesse son chemin sous un feu croisé de mythes, de normes et de sanctions. » La jeunesse actuelle se distingue par sa capacité à créer, à affirmer et à vivre des valeurs spécifiques face à une société d'adultes et par son sentiment d'appartenance à un vaste groupe ayant une sensibilité, des goûts et un mode de vie communs. Par ailleurs, les réalités démographiques



du temps présent

montrent que le monde appartient aux jeunes, qui représentent 45 % de sa population. En 1975, il y avait 730 millions de jeunes de 15 à 24 ans ; en l'an 2000, ils devraient être un milliard 180 millions. Leur nombre aura donc crû de 60 % en 25 ans. Dans les pays en développement, il devrait augmenter de 80 % d'ici à la fin du siècle, contre 5 % seulement dans les pays industrialisés. Sur la photo, une multitude de jeunes au cours d'un rassemblement en Italie.



Photo Enrico Gallo — Unesco

plètement s'affirmer ensuite dans la répression ».

Sous diverses bannières politiques ou sous couvert d'hétérodoxie, le mouvement des jeunes entendait retrouver des vérités vitales, élémentaires, pour les jeter à la face d'un pouvoir imbu de rationalité mécaniste. Il s'agissait de retrouver des certitudes qui, face aux pressions insupportables du présent, sont les règles de vie de l'humanité sensible : la lutte contre la guerre par exemple et le refus de la violence injustifiée sous toutes ses formes.

Cet appel à la conscience procédait plus de l'intuition affective que de la raison pratique. C'est pourquoi, avec un mépris mal dissimulé, les théoriciens de la politique et de la sociologie ne tardèrent pas à céder le pas aux spécialistes d'autres disciplines comme la psychologie et l'éducation. Ce fut le glas de l'espérance, de l'élan révolutionnaire, l'intérêt se déplaçant, souvent non sans rigueur ni honnêteté, vers les tentatives d'explication purement psychologiques du comportement des masses rebelles : le sens de leur conduite, leur démarche de groupes, leurs idées iconoclastes, leur moi, leur surmoi, leur idéal du moi... Combien de ces réflexions n'ont-elles pas été récupérées par la volonté de transformer le style social des jeunes en articles de consommation ? Il suffit de penser à l'exploitation industrielle de la « jeunesse » par le cinéma, le disque et le vêtement, dont l'essor a paradoxalement coïncidé avec les années mêmes de la révolte. La violence adolescente, la consommation précoce de drogue, les conflits de générations ont subitement fait les gros titres des moyens d'information au moment même où bien des jeunes s'écroulaient sur un divan, livrés à la curiosité du psychanalyste.

Depuis, nous sommes submergés par une multitude de signes culturels, de modes et de comportements sociaux qui sont une pâle copie de l'esprit « anarchique » de la jeunesse, même si cette filiation n'est pas toujours avouée. Mais il ne s'agit pas de comparer les jeunes de jadis à ceux d'aujourd'hui dans les cultures expansives de l'Occident. Il est vain de spéculer sur les différences entre le « beat generation » et celle de la « fièvre du samedi soir », ou de passer en revue la série des signifiants de la jeunesse, authentiques ou non, dans les sociétés européennes et nord américaines. Cette réalité est en fait très complexe, même si nous sommes habitués à la simplifier en vertu d'un mélange d'ignorance et de fascination qui sont les composantes obscures de notre mode d'existence. Il faut nous rési- ▶





Photo © Marcelo Montecino

« En Amérique latine... nous sommes "jeunes", car nous sommes placés sous la tutelle d'un monde "adulte" qui s'emploie à "orienter" notre destin économique, culturel et politique... Depuis toujours, la jeunesse latino-américaine assume la mission utopique d'incarner ici

et maintenant "l'avenir de la patrie". Autrement dit, nous passons la moitié de notre vie à représenter l'avenir et l'autre moitié à supporter le poids du passé. » Ci-dessous, jeunes femmes d'un quartier populaire de Santiago du Chili.

► gner à accepter l'afflux croissant en Amérique latine d'une production axée sur la jeunesse, relayée par les énormes moyens financiers et commerciaux des pays industrialisés.

Cette pénétration est nécessairement plus spectaculaire au niveau des classes moyennes et supérieures, et la forme la plus inconditionnelle du phénomène ravive en nous une blessure inguérissable. Il s'agit en effet de la douloureuse conviction d'être né dans un « continent de second ordre », qui aurait pourtant acquis les habitudes et les formes intériorisées d'une culture et d'une langue autres. C'est un sentiment d'exil intérieur qui s'est accru en nous, rôdant dans le désert de notre conscience. Cette terrible dichotomie n'est pas un fait nouveau, car l'Amérique latine est une somme de déchirements. Comme l'écrit Leopoldo Zea, notre continent métissé nous révèle « la source de toute son ambiguïté et de son ambivalence » dans la mesure où le Latino-américain est « aussi mal à l'aise dans ses rapports avec ses descendants paternels que maternels, car les uns le rejettent et les autres lui font honte ».

C'est la terre où font bon ménage, au carrefour des rues, bandes dessinées et légendes ancestrales, la culture tournée vers l'avenir et celle regardant vers le passé, les bourreaux et les victimes. Que peut signifier dans notre bouche l'expression « la jeunesse » ? En l'occurrence, comme dans bien d'autres domaines, notre diversité

« Sur un continent où des générations entières sont condamnées au chômage, à l'ignorance et autres symptômes du sous-développement et de la pauvreté, il n'y a pas d'autre issue que de combattre pour la reconquête du présent. Tâche d'autant plus urgente que la frontière entre la jeunesse et l'enfance s'estompe de plus en plus. Qui prétendrait connaître l'âge exact des millions d'enfants qui travaillent sur notre continent ? » Ci-contre, un adolescent déguisé en mineur dans un festival populaire au Chili.



Photo © Marcelo Montecino



même nous trahit. Car si nous acceptons cette réalité multiforme, comment pourrions-nous parler de la jeunesse d'Amérique latine ? Sans doute, nous pouvons toujours répéter que notre continent est un continent jeune. Mais n'est-il pas extraordinaire que cette constatation s'appuie sur des réalités culturelles et historiques aussi diverses et lointaines ? C'est toujours avec le même étonnement que nous découvrons notre antiquité la plus reculée : ces délicates reconstitutions de céramique et d'os, de sculptures et de peintures qui attestent notre pérennité. Nous sommes habitués à des villes édifiées sur des vestiges coloniaux, eux-mêmes recouvrant des architectures héritées de sociétés amérindiennes, qui nous ont aussi laissé des vestiges humains sous forme de communautés dont l'indolence du système tolère l'existence.

Le cri des jeunes réclamant d'être entendus de leur communauté est aussi celui de tout un continent exprimant, au-delà de tous les pouvoirs qui s'y opposent, ses vérités essentielles. Cette volonté d'expression a toujours dû être payée au prix fort, car l'Amérique latine est un continent de la violence. Rarement il aura fallu le silence de tant de personnes pour dénoncer la férocité et l'acharnement qui frappent des populations entières : je pense aux voix muettes de milliers de victimes des dictatures latino-américaines, à toutes ces générations de jeunes effacées du temps par la prison et l'exil.

L'Amérique latine n'a pas cette maîtrise de son destin qui lui permettrait d'éviter des chemins douloureux pour choisir la voie qui lui convient. C'est aussi en quoi nous sommes « jeunes », car nous sommes placés sous la tutelle d'un monde « adulte » qui s'emploie à « orienter » notre destin économique, culturel et politique. Et même pour ses habitants, l'Amérique latine demeure un Eldorado, mirage et miroir d'autres civilisations qui, après l'avoir conquis, nient son

« Il faut nous résigner à accepter l'afflux croissant en Amérique latine d'une production axée sur la jeunesse, relayée par les énormes moyens financiers et commerciaux des pays industrialisés. Cette pénétration... ravive en nous... la douloureuse conviction d'être né dans un "continent de second ordre", qui aurait pourtant acquis les habitudes et les formes intériorisées d'une culture et d'une langue autres. » Ci-dessus, un concert de Michael Jackson, chanteur populaire des Etats-Unis qui est l'idole de millions de jeunes en Amérique latine et dans d'autres régions du monde.

existence matérielle. Comme l'écrit l'essayiste argentin Horacio Cerutti, « il n'y a pas eu d'expression d'un futur utopique propre à notre Amérique, tout simplement parce qu'elle n'a pas d'avenir ou, ce qui est la même chose, parce qu'elle est une projection dans l'avenir d'un présent inexistant ». Dès lors, que peut représenter pour nous le fait d'être l'expression multiple d'une jeunesse planétaire ?

L'Amérique latine, dit-on, est « terre d'espérance et de promesse ». C'est nous concéder ainsi le destin douteux de traverser un temps insaisissable, de vivre un cycle perpétuellement inachevé, de féconder un présent purement fictif.

Depuis toujours, la jeunesse latino-américaine assume la mission utopique d'incarner ici et maintenant « l'avenir de la patrie ». Autrement dit, nous passons la moitié de notre vie à représenter l'avenir et l'autre moitié à supporter le poids du passé.

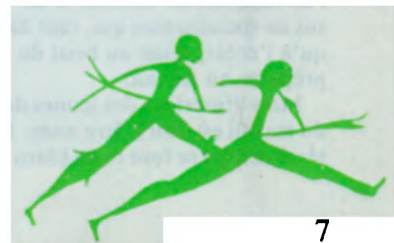
Il est normal que la jeunesse s'associe à la défense de la vie. Ce caractère lui confère une identité de groupe, même si elle n'est pas suffisante pour en faire un « agent de l'histoire ». Pourtant, sur un continent où des générations entières sont condamnées

au chômage, à l'ignorance et autres symptômes du sous-développement et de la pauvreté, il n'y a pas d'autre issue que de combattre pour la conquête du présent. Tâche d'autant plus urgente que la frontière entre la jeunesse et l'enfance s'estompe de plus en plus. Qui prétendrait connaître l'âge exact des millions d'enfants qui travaillent sur notre continent ?

Dans cette lutte pour la réappropriation du présent, la jeunesse latino-américaine n'est pas la dernière à se mobiliser. Elle adhère aux valeurs universelles tout en découvrant sa propre personnalité, retrouvant dans l'imaginaire la profondeur historique et culturelle de son passé. Entre ses mains, la culture devient à la fois une fête du rêve et de la mémoire. Et les expressions socio-culturelles de cette volonté ont cessé d'être marginales pour s'affirmer de plus en plus.

La jeunesse tend à sortir de l'espace culturel isolé qui était le sien et où elle attendait la relève sociale qui lui permettrait de s'approprier son héritage. Désormais, elle se lance dans tout mouvement collectif qui lui permette de réinvestir le temps où il lui est donné de vivre. ■

EDUARDO KHALIFFE, jeune journaliste et homme de télévision équatorien, est l'auteur d'une série de programmes de télévision intitulée « Identité », qui traite des valeurs culturelles traditionnelles de l'Equateur. Il a participé aux émissions de la Télévision andine créée par l'Accord de Cartagena auquel le Venezuela, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et la Bolivie sont parties.





La barre du premier emploi

Photo Paolo Koch © Raahc, Paris

Le Conseil international des sciences sociales a réalisé récemment, à la demande de l'Unesco et avec son soutien, une étude intitulée « Situation, comportements et modes de vie des jeunes travailleurs. » L'étude porte sur six pays, dont deux sont relativement industrialisés (la Hongrie et l'Espagne), deux le sont moyennement (l'Inde et l'Uruguay) et deux le sont depuis peu (le Sénégal et l'Algérie). 600 jeunes de quatre continents ont été interrogés aux fins de l'étude, dont les conclusions ont fourni la matière du présent article.



Photo © Bernard Gérard, Paris

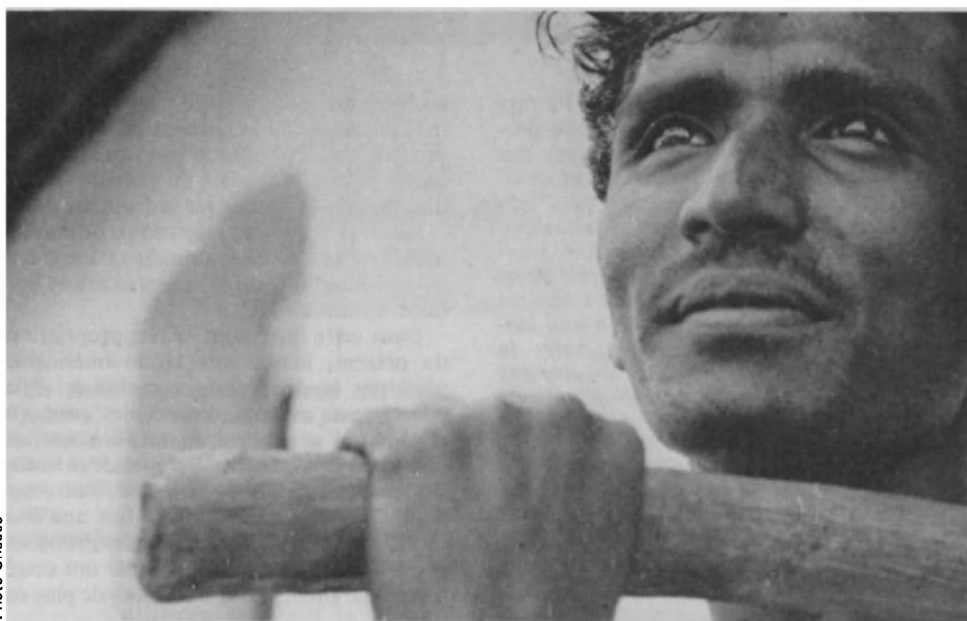


Photo Unesco



Photo Dominique Roger — Unesco

POUR les jeunes aujourd'hui, le premier emploi constitue non seulement la garantie d'un revenu — motivation qui reste toujours primordiale —, mais aussi le moyen de s'affirmer en exerçant une activité qu'ils conçoivent comme créative et par laquelle ils veulent prouver qu'ils « existent ». Ce premier emploi doit aussi leur permettre d'acquérir un nouveau statut, supérieur à celui de l'étudiant dépendant de sa famille et différent de celui du chômeur contraint de s'imposer des privations pour subsister. En d'autres termes, ils comprennent fort bien que la situation d'employé ou d'ouvrier est l'aboutissement normal d'un long processus de socialisation qui, tant dans la famille qu'à l'école, visait au bout du compte à les préparer au travail.

Mais l'insertion des jeunes dans le monde du travail est loin d'être aisée. Les possibilités d'emploi se font rares (dans tous les pays

inclus dans l'étude, à l'exception de la Hongrie), et la plupart des jeunes se trouvent pratiquement dans l'impossibilité d'obtenir un emploi qui corresponde à leur formation, sinon à leur vocation. Ceux qui ont la chance d'obtenir rapidement un premier emploi sont en butte, du fait du manque d'expérience professionnelle qu'on leur attribue, à toutes sortes de mesures discriminatoires, ouvertes ou dissimulées, bien qu'ils fassent souvent le même travail que des employés plus âgés ou ayant plus d'ancienneté.

La recherche d'un emploi est donc une entreprise difficile et hasardeuse, qui n'est pas toujours couronnée de succès. A peine sortis de l'école ou de l'institut de formation technique, où ils avaient leur place, une tâche à accomplir et jouissaient de la reconnaissance ou de l'appréciation d'autrui, les jeunes qui ne trouvent pas ce premier emploi auquel ils aspirent tant doivent



Photo Dominique Roger — Unesco



Photo Christian Zuber © Rapho, Paris

affronter pour la première fois le chômage, une situation à laquelle ni l'école, ni la famille ne les a préparés. Ce chômage, et la marginalisation qui l'accompagne, provoquent une crise qui remet en question les valeurs sociales et culturelles antérieurement assimilées. Cette sorte de « baptême du feu » est une expérience commune à la plupart des jeunes garçons et des jeunes filles des pays étudiés, bien qu'elle diffère à l'évidence selon la nature des obstacles rencontrés, le type de société dans laquelle elle s'inscrit et certaines particularités tenant au caractère, à l'âge ou au sexe des intéressés. A cet égard, l'étude montre que les plus touchés sont les jeunes filles, les demandeurs d'emploi les plus jeunes et ceux dont la formation est insuffisante ou inexistante.

Dans certains cas, l'obtention d'un premier emploi dépend davantage du hasard, des circonstances familiales et des « relations » dont on dispose, que de la formation que l'on a reçue; dans d'autres, la possession d'un diplôme ou d'une solide expérience pratique sont de bons passeports pour le monde du travail. A l'exception de la Hongrie, où une formation classique paraît garantir un emploi (même s'il n'est pas forcément celui qu'on aurait souhaité), dans tous les pays couverts par l'étude, les rapports entre la formation et le travail sont souvent indirects et aléatoires.

Dans le cas de l'Espagne, par exemple, l'information recueillie montre que le système éducatif n'est pas ajusté aux besoins des secteurs économiques et de l'emploi. En Uruguay, la majorité des jeunes interrogés ont jugé que la formation classique qu'ils avaient reçue leur avait été de peu d'utilité pour l'obtention d'un emploi ou l'exécution des tâches qui leur sont assignées. Malgré cela, ils considèrent que les études leur permettent de développer leurs facultés intellectuelles, leur assurent un certain prestige et élargissent le cercle de leurs relations. Ils estiment aussi qu'elles peuvent éventuellement faciliter promotion

et avancement, par exemple en leur permettant de passer de la condition d'ouvrier à celle d'employé de bureau.

Sur les six pays étudiés, la Hongrie constitue un cas à part qui, en règle générale, contraste vivement avec les autres. L'enseignement secondaire et supérieur s'y est adapté plus rapidement à l'évolution du marché du travail. Le chômage y est inconnu, mais il est fréquent que les qualifications des jeunes travailleurs et travailleuses soient supérieures à celles qu'exige l'emploi qui leur est attribué. On y constate certaines contradictions entre le monde de l'éducation et celui du travail : le premier est relativement

homogène et tend à relever les niveaux d'enseignement, alors qu'on observe encore dans le second des disparités notables entre le type d'emplois offerts et le degré de satisfaction personnelle qu'ils sont susceptibles de procurer à leurs titulaires.

Le problème de la « surqualification » semble particulièrement aigu en Inde et au Sénégal, où une bonne part des jeunes interrogés jugent leur formation supérieure à celle que requiert le genre d'emploi qu'ils occupent ou, dans le cas des chômeurs, aux possibilités d'emplois qui leurs sont offertes. Cette situation est plus fréquente dans les grandes agglomérations urbaines, où les progrès du système d'enseignement sont plus manifestes. Quant aux jeunes ouvriers semi-qualifiés des villes, ils tendent de plus en plus à entrer dans le secteur « informel » de l'économie, qui se développe jusque dans les périphéries des villes.

Contrairement à une éducation générale, une formation spécialisée dans un domaine précis permet plus facilement d'obtenir l'emploi recherché et le niveau de rémunération voulu. A cet égard, les jeunes garçons sont plus avantagés que les jeunes filles. En Hongrie, par exemple, les effectifs des écoles techniques sont en majorité masculins, alors que ceux des écoles secondaires sont surtout féminins. Les filles y possèdent donc une meilleure formation générale, mais les garçons sont mieux armés pour se présenter sur le marché du travail.

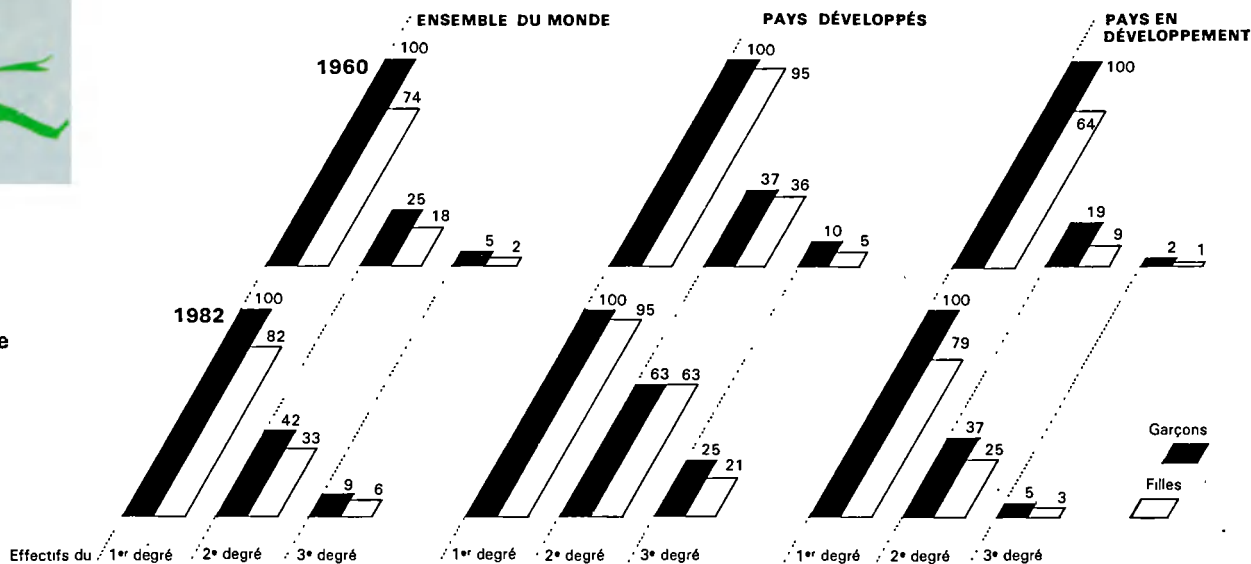
Quant à la possibilité d'obtenir une bonne formation technique, elle varie d'un pays à l'autre, parfois de façon considérable. Ainsi, en Hongrie, cette formation est nécessairement dispensée par des établissements spécialisés, alors qu'en Uruguay — pour ne citer qu'un exemple — beaucoup de jeunes acquièrent cette formation « sur le tas », c'est-à-dire dans les centres de travail où ils entrent comme apprentis, ou auprès de leurs parents, qui leur transmettent leur savoir-faire. Les conséquences professionnelles et juridiques d'une telle disparité sont évidentes: en règle générale, les jeunes travailleurs des pays industrialisés (en l'occurrence la Hongrie) bénéficient d'une meil- ▶





Modification de la pyramide de l'enseignement selon le sexe entre 1960 et 1982 (effectif masculin du premier degré = 100)

Source : Etude statistique sommaire sur l'éducation dans le monde de 1960 à 1982, Unesco



► Jeune protection juridique et sociale que leurs homologues des pays en développement, qui apprennent leur métier de façon empirique.

Les jeunes ont plus de mal que les adultes à trouver un emploi stable. Il y aurait, selon eux, plusieurs explications à cette réticence à l'embauche. Ainsi, beaucoup d'employeurs considèrent que les jeunes sont plus sujets aux accidents du travail ou qu'ils ralentissent le rythme de la production ; d'autres souhaitent faire l'économie des frais de formation ou jugent que le service militaire chez les garçons, les maternités chez les filles, nuisent à leur rendement ; d'autres, enfin, pensent que les jeunes sont plus rebelles et davantage portés à contester que les travailleurs adultes ou immigrés.

A cause des préjugés et du rejet auxquels

ils se heurtent, beaucoup de jeunes travaillent sans contrats ni couverture sociale, et finissent en pratique par être intégrés dans une sorte d'« économie parallèle ». Ainsi, en Espagne et dans d'autres pays étudiés, ils occupent souvent des emplois à temps partiel ou temporaires qui sont mal rémunérés, ou travaillent dans de petites entreprises familiales et des industries de subsistance, parfois sans rémunération aucune. Il est exceptionnel que des entreprises leur proposent des stages de formation, et quand c'est le cas, ceux-ci sont rarement aussi intéressants et utiles qu'ils le paraissent sur le papier. La situation des jeunes filles est encore plus difficile, car elles sont l'objet de mesures discriminatoires plus fréquentes et plus graves que celles que subissent les jeunes garçons, comme le font apparaître

notamment les enquêtes menées en Inde et en Espagne.

De l'aveu général, les employeurs donnent l'avantage aux jeunes garçons sur les jeunes filles, jugées moins compétentes, même si elles disposent de qualifications égales, voire supérieures. Dans la pratique, elles sont affectées aux tâches les plus subalternes, reçoivent des salaires inférieurs et sont considérablement plus limitées dans leurs perspectives de carrière que leurs collègues masculins. De plus, comme il ressort avec insistance de l'enquête menée en Espagne, leur recrutement aussi bien que leur avancement dépendent dans une très large mesure de leur bonne apparence physique.

La majorité des jeunes garçons et jeunes filles interrogés abordent la question de leur insertion dans le monde du travail d'une façon très positive. Néanmoins, il arrive que l'enthousiasme initial se transforme en scepticisme et que la tension, l'anxiété et le découragement croissent à mesure que la recherche d'un premier emploi se fait plus difficile. Partout, sauf en Hongrie, cette recherche aboutit souvent à une première expérience du chômage. Nombreux sont ceux qui, après plusieurs tentatives infructueuses pour trouver du travail, doivent se résigner à assumer, provisoirement ou définitivement, la condition de chômeurs. Les enquêtes, notamment au Sénégal et en Algérie — dans ce dernier pays la majorité des jeunes chômeurs n'ont aucune formation ou n'ont pas dépassé le niveau des études primaires — font ressortir très nettement que l'absence de formation professionnelle ou une scolarité insuffisante conduisent inévitablement, en période de récession économique, au chômage.

Sans travail ni instruction, ces jeunes se trouvent doublement marginalisés. Lutter pour survivre est dans ces conditions d'autant plus difficile, qu'il s'agit non seulement de subsister matériellement, mais aussi de se trouver une nouvelle identité. Il y a lieu de citer à ce propos l'une des conclusions des auteurs de l'enquête menée en Algérie : « Sans prétendre établir un rapport direct entre le chômage, l'échec scolaire et la délinquance juvénile, on peut néanmoins observer que les jeunes constituent 60 % de la population pénitentiaire (et 37 % de la population active) ».

La recherche d'un emploi est donc pour la majorité des jeunes d'aujourd'hui, dans presque tous les pays du monde, une source d'incertitudes et d'anxiété. Rares sont ceux

Pour un système universitaire dans la Communauté européenne

L'EUROPE n'est pas seulement un ensemble économique et son unification politique risque de rester un vain mot si l'on ne donne pas dès aujourd'hui à celle-ci une dimension éducative. Bref, il est urgent de créer une véritable communauté universitaire européenne. Tel est l'un des principaux enseignements du premier congrès des Etats généraux des étudiants de l'Europe (EGEE), association fondée par les étudiants de grandes écoles et d'universités françaises. Ce congrès, qui a eu lieu du 16 au 22 avril à Paris, a réuni plus de 400 étudiants venus des pays de la Communauté économique européenne (CEE).

En effet, même s'il existe dans la CEE, depuis 1976, un « Programme d'action en matière d'éducation » qui vise surtout à développer les échanges d'étudiants et d'enseignants, les barrières nationales existent toujours.

Les étudiants réunis à ce congrès ont reconnu la vanité de toute tentative centralisatrice en matière d'éducation au niveau de la CEE. L'idéal serait de développer un système d'équivalence des périodes d'études et des diplômes. Même si les règles de la CEE établissent la reconnaissance professionnelle de l'ensemble des diplômes médicaux, par exemple, il n'existe actuellement aucun mécanisme communautaire permettant une reconnaissance automatique des

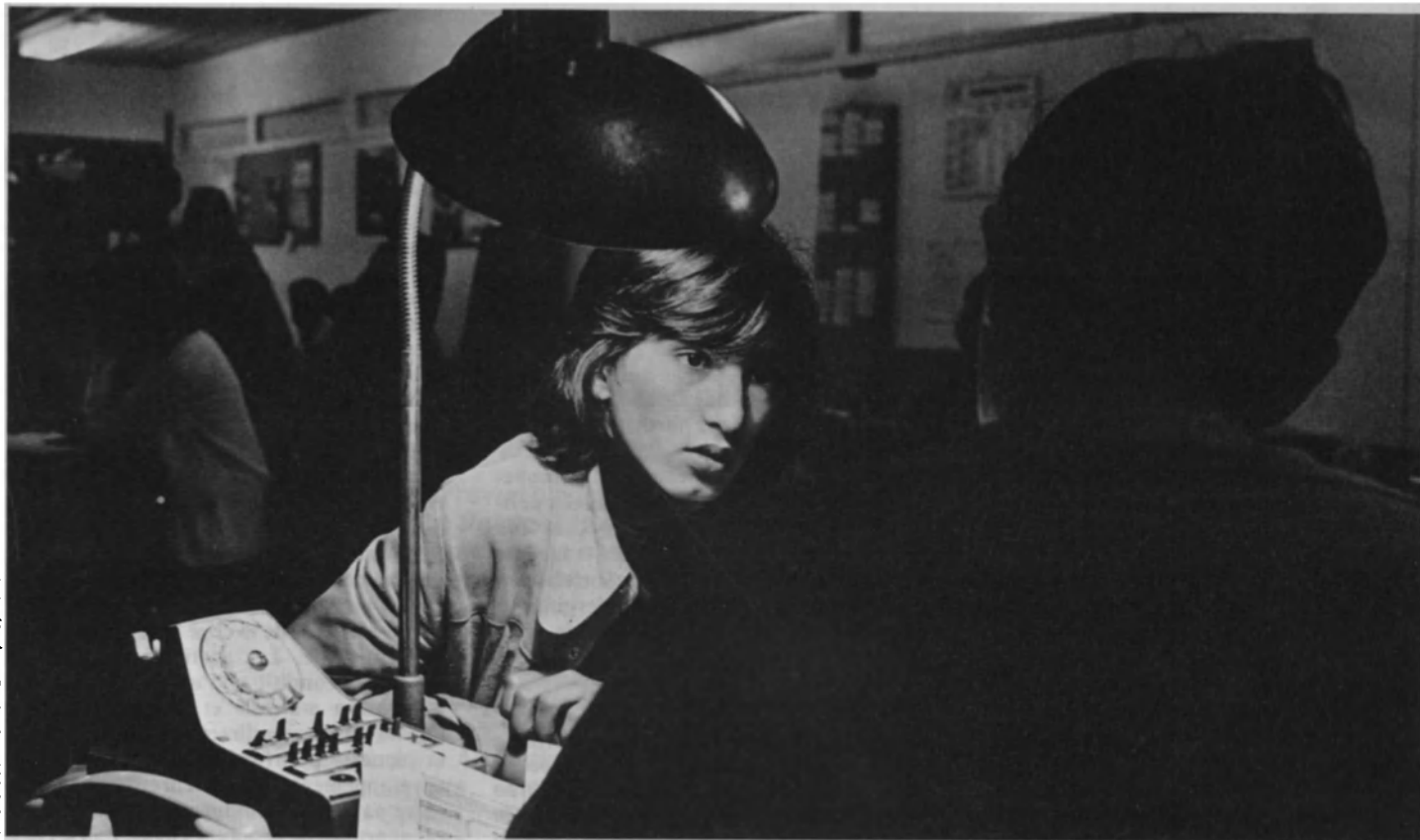
périodes d'études et des diplômes, ce qui empêche les étudiants de cumuler utilement des enseignements suivis à l'étranger.

D'autre part, les conditions pour étudier varient d'un pays à l'autre de la CEE et il serait bon que les étudiants en soient informés.

Aussi l'une des solutions serait-elle de créer des diplômes à « label européen », qui ne se limiteraient pas seulement au troisième cycle, mais vaudraient également pour le second cycle, avec la création, par exemple, d'un baccalauréat européen.

Pour en arriver là, l'une des premières tâches serait d'informer les jeunes de leurs droits et possibilités au sein de la CEE. Les enseignements nationaux se doivent donc d'intégrer une dimension européenne, seule capable de promouvoir une identité pleinement européenne.

C'est dans ce sens qu'a été proposé lors de ce congrès d'EGEE le projet COMET, vaste programme d'échanges universitaires entre les pays de la CEE, financé par la Commission des communautés et présenté par M. Sutherland, commissaire de la CEE, chargé notamment de l'Education. Et c'est pour contribuer à la naissance d'une conscience européenne qu'a été annoncé le projet de *L'Histoire de l'Europe*, un livre destiné aux jeunes de 10 à 15 ans. ■



qui ont la chance de bénéficier d'un engagement sûr et d'une protection sociale. Aussi, lorsqu'ils ne sont pas contraints d'accepter des contrats iniques, beaucoup d'entre eux se lancent dans des activités aventureuses et précaires dans le secteur dit « informel » ou « parallèle » de l'économie, ou émigrent sous d'autres cieux dans l'espoir d'y trouver un sort meilleur.

Les enquêtes montrent que ce sont d'une part les jeunes filles et de l'autre les travailleurs les plus jeunes qui sont les premiers visés par des licenciements qui, dans la plupart des cas et surtout dans les pays en développement, ne s'accompagnent ni d'indemnités ni de subventions.

En ce qui concerne la stabilité de l'emploi, on constate que les grandes entreprises se démarquent nettement des petites. Les jeunes qui y travaillent bénéficient d'un contrat stable et d'une protection sociale, alors que les petites entreprises ne leur offrent généralement ni l'un ni l'autre. Il est également fréquent, dans de nombreux pays, que les jeunes soient astreints à des journées de travail plus longues que les travailleurs adultes ; la réglementation qui devrait les en protéger, lorsqu'elle existe, n'est pas respectée.

Pour ce qui est des salaires, ils sont souvent si bas qu'ils ne permettent pas aux jeunes de mener une vie indépendante dans des conditions acceptables. Il arrive fréquemment, d'ailleurs, que leur rémunération soit inférieure aux normes professionnelles, ce qui constitue pour eux un grand sujet de mécontentement. De plus, leurs conditions de travail sont souvent dures et insalubres. Il est courant qu'on leur réserve les tâches les plus pénibles et les plus dangereuses, ce qui multiplie les risques d'accidents du travail. Les possibilités de promotion sont fort rares, et les hiérarchies préétablies au sein des entreprises pèsent lourdement sur eux, d'une manière qu'ils ressentent bien souvent comme contraire à leur dignité et à leurs droits. Et là, comme partout ailleurs, ce sont encore les jeunes filles qui en subissent les plus grandes conséquences. ■

Jeune chômeur portugais à l'Agence nationale pour l'emploi, organisme public responsable de l'information, de l'orientation et du placement des demandeurs d'emploi en France.

■ Y aura-t-il assez d'emplois ?

La nécessité de créer de nouveaux emplois s'accroît chaque année.

L'augmentation annuelle du nombre de demandeurs d'emploi est fonction du nombre de naissances ayant eu lieu il y a 15 à 20 ans. De même, le taux de natalité d'aujourd'hui déterminera le nombre d'emplois requis entre l'an 2000 et 2005.

Accroissement prévu de la population jeune en zone urbaine et rurale de 1970-2000

	Zone urbaine	Zone rurale
Tous les pays en développement	200 %	34 %
Afrique	364 %	83 %
Asie du Sud	233 %	54 %
Amérique latine	160 %	13 %

Source : Evaluations de la Division de la population de l'ONU, 1980

■ Où vivront-ils ?

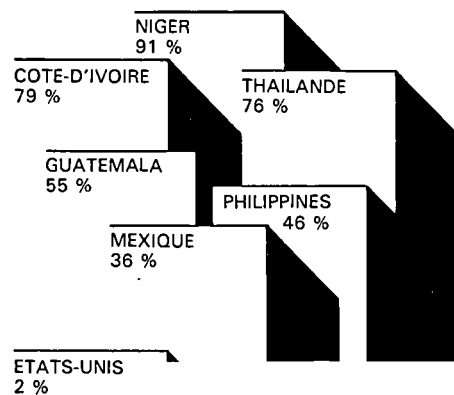
Population, 15-24 ans

Monde	
1985	940 millions
2000	1,1 milliard
2025	1,3 milliard
Afrique	
1985	105 millions
2000	170 millions
2025	341 millions
Asie	
1985	583 millions
2000	627 millions
2025	679 millions
Amérique latine	
1985	82 millions
2000	105 millions
2025	129 millions

Source : Evaluations de la Division de la population de l'ONU, 1982

■ Dans quel secteur travailleront-ils ?

Pourcentage de la population active employée dans l'agriculture, 1980



La plus grande partie de la population mondiale vit en zone rurale et est employée dans l'agriculture.

Bien qu'un nombre important de jeunes vivent en région urbaine, nombreux sont ceux qui se tournent vers l'agriculture lorsqu'il s'agit de chercher un emploi stable. Mais ils ne sont pas assurés de le trouver. Certains s'estiment heureux de trouver un emploi saisonnier. Au Bangladesh par exemple, 80 pour cent de la population vit en zone rurale et la moitié sont des paysans sans terres, qui dépendent des besoins saisonniers des propriétaires fonciers.

Source : Banque mondiale. Rapport sur le développement mondial, 1984

Tableaux tirés de *Les Nouvelles de l'Unicef*





Le Congrès mondial sur la jeunesse

L'UNE des manifestations les plus importantes de l'Année internationale de la jeunesse sera sans doute le Congrès mondial qui se tiendra à Barcelone (Espagne) du 8 au 15 juillet 1985, sous l'égide de l'Unesco et avec la collaboration des autorités espagnoles et de la municipalité de la ville. 600 participants et observateurs du monde entier, en majorité des jeunes, y sont attendus. Ils feront le bilan de la situation et du rôle des jeunes dans la société depuis la première Conférence sur la jeunesse tenue à Grenoble en 1964, et dégageront les perspectives d'avenir.

Les travaux du Congrès s'organiseront autour de trois thèmes, étudiés en commissions. Sur le thème « Jeunesse, éducation et travail », les participants confronteront leurs points de vues sur la contribution individuelle et collective des jeunes au développement, à la recherche, à la production et à la création, ainsi que sur leur attitude face au travail, au chômage et aux rapports entre éducation et emploi. Ils parleront des loisirs

et de la vie de famille, des mutations technologiques, des migrations, des phénomènes de marginalisation économique et sociale et des difficultés spécifiques, par exemple, aux jeunes femmes. Enfin, ils s'efforceront de définir les éléments d'une politique de la jeunesse susceptible de garantir ses droits au travail et de favoriser sa participation à l'activité productive.

Sur le thème « Jeunesse et développement culturel », ils tenteront de mieux définir les expressions culturelles propres à la jeunesse, de s'interroger sur ses nouvelles valeurs, ses langages et ses comportements, sur les liens entre tradition et modernité, sur la conquête de nouveaux espaces de créa-

tion. Ils rechercheront en commun de nouveaux modèles de développement où la culture retrouve sa place centrale dans l'évolution des sociétés, ainsi que les moyens de mettre en œuvre des politiques culturelles pour les jeunes et avec les jeunes, considérés comme agents à part entière du développement culturel.

Sur le thème « Jeunesse, compréhension mutuelle et coopération internationale », cinq jeunes des grandes régions du monde diront ce qu'ils pensent de la pauvreté, de l'ignorance, du racisme, de l'intolérance, du chômage, des droits de l'homme, de la course aux armements, des atteintes à l'environnement et de la crise de la coopération internationale. Les participants pourront définir les conditions d'une meilleure compréhension mutuelle et suggéreront peut-être les différentes directions dans lesquelles la jeunesse pourrait, en tant qu'agent du développement, médiateur du dialogue entre pays en développement et pays avancés et artisan de la paix, s'engager au service de la coopération internationale. ■

Un groupe de jeunes Japonais, certains vêtus à la manière traditionnelle, au cours de la « journée des adultes », célébrée tous les ans le 15 janvier pour marquer le « passage » à l'âge adulte, fixé à 20 ans au Japon.

Photo © Mitsutoshi Hanaga, Tokyo



Lettre ouverte du maire de Barcelone

DE par son histoire et sa vocation, Barcelone est une ville européenne, méditerranéenne et ouverte sur le monde, ce qui la rend d'autant plus réceptive aux initiatives, lancées chez elle ou ailleurs, pour marquer l'Année internationale de la jeunesse.

La municipalité de Barcelone consacre, depuis six ans déjà, une attention particulière aux jeunes, à l'intention desquels elle a créé un département spécial, placé sous l'autorité d'un conseiller municipal et chargé de l'ensemble des prestations qui leur sont offertes par la ville.

Tirant profit de l'expérience accumulée dans ce domaine, la municipalité de Barcelone a conçu, à titre de contribution à l'Année internationale, le *Proyecte Jove* (Projet jeunes), qui doit servir de base de réflexion pour l'analyse de la situation des jeunes d'aujourd'hui et la réponse qu'elle appelle de la part des autorités administratives.

A Barcelone, comme ailleurs dans le



Photo A. Tessore - Unesco

Vue d'ensemble du port et de la ville de Barcelone, qui accueillera en juillet 1985 le Congrès mondial sur la jeunesse.

monde, être jeune en 1985, c'est parfois être chômeur ou marginal. Une situation sur laquelle il est impossible de fermer les yeux et qui exige que tout soit fait pour y remédier.

L'Année internationale est pour nous l'occasion de nous porter avec enthousiasme à la rencontre de la jeunesse, de ses difficultés et de ses espoirs. La municipalité que je dirige a voulu que Barcelone vive cette Année intensément. Le Congrès mondial organisé par l'Unesco, et les activités qui se dérouleront parallèlement à celui-ci feront de notre ville, pendant le mois de juillet, la capitale mondiale de la jeunesse.

Barcelone, qui se veut une tribune internationale, accueillera toujours de telles initiatives avec enthousiasme. Forte de son passé millénaire, de son dynamisme et de son esprit novateur, Barcelone est une ville pour les jeunes.

Pasqual Maragall Mira
maire de Barcelone

Les jeunes de tous les continents s'expriment

Notre revue a adressé un questionnaire d'enquête aux Clubs Unesco, aux Organisations non gouvernementales, aux Ecoles associées, ainsi qu'à diverses institutions et associations à travers le monde, afin d'interroger directement les jeunes filles et les jeunes garçons sur leurs conceptions, leurs aspirations et leurs craintes.

Nous avons reçu 1 050 réponses, en provenance de 41 pays et territoires couvrant tous les continents : Autriche, Argentine, Bangladesh, Belgique, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Gabon, Ghana, Grenade, Hong-Kong, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Kenya, Liban, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Philippines, Porto Rico, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Tchad, Tchécoslovaquie, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

1. Quel est actuellement le problème capable de faire l'unanimité des jeunes ?

2. Parmi les problèmes suivants, quels sont ceux qui vous semblent les plus importants ? L'argent, l'avenir, l'éducation sexuelle, les études et l'orientation, les loisirs, le métier, la mode, la politique, les problèmes internationaux, les problèmes sociaux, les progrès de la science et des techniques, les rapports avec les adultes, les rapports des jeunes entre eux, les valeurs.

3. **Problèmes internationaux.** Parmi ceux énumérés ici, lesquels vous semblent prioritaires et pourquoi ? L'aide aux pays en développement, le désir de connaître des jeunes d'autres pays, la destruction de l'arsenal atomique, la liquidation du racisme, la lutte contre la faim, la nécessité des contacts avec les autres pays, la guerre et la paix dans le monde, le rapprochement entre les peuples.

4. **La politique.** Qu'exprime pour vous le mot « politique » ? Etes-vous prêt à participer à la vie publique ? Comment ?

5. **Les études et l'orientation.** Pensez-vous qu'on puisse trouver des solutions pour : l'analphabétisme dans le monde, la démocratisation de l'enseignement, l'orientation scolaire et professionnelle.

6. **L'avenir.** Quel est votre rôle et votre place dans la société actuelle ? Que vous offre-t-elle ? Quel est votre avis sur la vocation et l'avenir ? Quel avenir pour les non diplômés ?

7. **L'éducation sexuelle.** Etes-vous pour ou contre ? Doit-elle être dispensée en famille ou à l'école ?

8. **L'argent.** Les adultes vous reprochent de ne pas connaître la valeur de l'argent. Qu'en pensez-vous ? Etes-vous simplement consommateur ou aussi producteur ?

9. **Les rapports des jeunes entre eux.** Rencontrez-vous des difficultés, soit d'ordre matériel, soit de nature psychologique, dans vos

contacts avec les autres ? Ressentez-vous le besoin d'avoir une maison de jeunes où vous pourriez vous réunir et participer à des activités qui vous intéressent ? Eprenez-vous le besoin d'être dirigé par des animateurs ?

10. **Le métier.** Qu'attendez-vous de votre métier ? Est-il un obstacle à votre épanouissement ? Travaillez-vous ou êtes-vous au chômage ? Vous trouvez-vous au chômage avant même d'avoir travaillé ?

11. **Les rapports avec les adultes.** Une fois disparue l'autorité familiale, que reste-t-il ? La famille est-elle réduite dans ses dimensions et dans son rôle ? Quelles sont les conséquences pour les personnes âgées ?

12. **Les problèmes sociaux.** Estimez-vous que ce sont des problèmes d'adultes ou vous sentez-vous concerné ? Si oui, à quel problème donnez-vous la priorité ? La délinquance, la drogue, l'égalité des femmes et des hommes, l'enfance inadaptée, les jeunes ruraux, le logement, les personnes âgées, les problèmes humains, les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie.

13. **Les progrès de la science et des techniques.** Que pensez-vous de l'utilisation des progrès scientifiques et technologiques dans le monde actuel ?

14. **Les loisirs.** Quels sont vos loisirs préférés ? Arts, lecture, cinéma ou télévision, sports. Les organisez-vous seul ou en groupe ?

15. **La mode.** Est-ce être de son temps ? Est-ce être « dans le vent » ? Est-ce une forme de progrès ?

16. On dit souvent que les jeunes n'ont pas d'idées, qu'ils n'ont que des aspirations. Qu'en pensez-vous ?





TOUTE enquête, bien entendu, est pré-déterminée en grande partie par la nature même des questions posées. Nous avons choisi une lecture « globale » portant sur 1 000 réponses sans tenir compte des différences inhérentes à chaque pays. D'où des différences importantes dans la hiérarchie des problèmes.

Par exemple, les jeunes des pays socialistes affirment qu'il n'y a pas de chômage chez eux, que les non diplômés ont un droit égal au travail. Ceci conditionne nécessairement plusieurs autres réponses, entre autres leur prise de position massive en faveur de la paix (en réponse à la première question), alors que les autres jeunes d'Europe sont surtout préoccupés par les questions de métier, de chômage, d'avenir.

L'analyse des réponses amène aux conclusions suivantes.

1. Quel est actuellement le problème capable de faire l'unanimité des jeunes ?

A cette question, beaucoup n'ont pas répondu. Sur ceux qui l'ont fait, 50 % se prononcent pour les problèmes de la guerre et de la paix, 30 % pour le chômage et le travail, 10 % pour l'avenir et 10 % pour divers autres problèmes, dont la drogue, la faim et la qualité de la vie.

2. Parmi les problèmes suivants, quels sont ceux qui vous semblent les plus importants ? L'argent, l'avenir, l'éducation sexuelle, les études et l'orientation, les loisirs, le métier, la mode, la politique, les problèmes internationaux, les problèmes sociaux, les progrès de la science et des techniques, les rapports avec les adultes, les rapports des jeunes entre eux, les valeurs.

Le problème le plus fréquemment jugé prioritaire est celui de l'avenir (57 %). Il ne s'agit pas d'une image vague : c'est bien de leur propre avenir, de l'avenir des jeunes, qu'il est question. Vient en second un problème qui lui est directement lié : les études, suivi des valeurs, des problèmes sociaux et de l'argent. Les rapports des jeunes entre eux, le progrès, la politique, les rapports avec les adultes, l'éducation sexuelle, la mode, arrivent assez loin derrière. Les résultats détaillés des réponses à cette question remettent en cause la priorité accordée aux problèmes de la paix et du désarmement dans les réponses à la première question.

3. Problèmes internationaux. Parmi ceux énumérés ici, lesquels vous semblent prioritaires et pourquoi ? L'aide aux pays en développement, le désir de connaître des jeunes d'autres pays, la destruction de l'arsenal atomique, la liquidation du racisme, la lutte contre la faim, la nécessité des contacts avec les autres pays, la guerre et la paix dans le monde, le rapprochement entre les peuples.

La guerre et la paix dans le monde remportent ici 85 % des suffrages. La lutte contre la faim, la destruction de l'arsenal atomique, la liquidation du racisme, l'aide aux pays en développement suivent de près et précèdent le premier choix. Mais le désir de connaître des jeunes d'autres pays, la nécessité des contacts et le rapprochement entre les peuples, semblent nettement secondaires.

4. La politique. Qu'exprime pour vous le mot « politique » ? Etes-vous prêt à participer à la vie publique ? Comment ?

La politique semble ne susciter que peu d'intérêt. 30 % de jeunes s'abstiennent de répondre à cette question et 2 sur 1 000 seulement affirment avoir une véritable opinion politique. 24 % jugent la politique inutile, voire dangereuse, 21 % considèrent qu'elle est le fait d'une idéologie, sans préciser laquelle, 16 % en donnent une définition stéréotypée, 2 % parlent d'autre chose et 7 % seulement pensent qu'elle peut être utile.

L'éventualité d'une participation à la vie publique suscite des réactions encore plus significatives : 50 % s'abstiennent de répondre, 17 % disent catégoriquement non et 33 % répondent par un « oui, mais... » parfaitement explicite : oui, ils veulent participer, mais par l'enseignement, l'aide aux individus ou aux pays, les activités médicales et sociales, le vote et la volonté de « reconstruire ».



Photo © APN, Moscou

5. Les études et l'orientation. Pensez-vous qu'on puisse trouver des solutions pour : l'analphabétisme dans le monde, la démocratisation de l'enseignement, l'orientation scolaire et professionnelle ?

Les jeunes pensent qu'il est possible de trouver des solutions à ces problèmes. Mais il leur paraît plus facile de remédier à l'analphabétisme et d'accélérer la démocratisation de l'enseignement que de résoudre les problèmes de l'orientation scolaire, et surtout professionnelle. Très souvent, ils renvoient ces questions aux adultes.

6. L'avenir. Quel est votre rôle et votre place dans la société actuelle ? Que vous offre-t-elle ? Quel est votre avis sur la vocation et l'avenir pour les non diplômés ?

Beaucoup se sont abstenus de répondre à cette question. Certains l'ont fait assez longuement en exprimant leurs inquiétudes et leurs espoirs face à l'avenir.

En ce qui concerne la première partie de la question, 90 % estiment occuper dans la société la place qui leur revient, celle, tout simplement, d'écoliers ou d'étudiants ; certains vont même jusqu'à préciser qu'ils sont « à la charge de leurs parents ».

Au deuxième point de la question, seuls ont répondu un peu plus de 50 % des jeunes. 40 % d'entre eux estiment que la société leur apporte une aide, un soutien moral et les moyens de poursuivre leurs études, 40 % estiment au contraire qu'elle est surtout pour eux une source de difficultés, 10 % considèrent qu'elle offre peu ou rien et 10 % se contentent d'espérer. Le mot vocation est qualifié à plusieurs reprises d'irréaliste, ou relevant de conceptions aujourd'hui dépassées.

Au troisième point, 71 % des jeunes ont répondu que l'avenir des non diplômés était très précaire, 10 % pensent qu'il n'y a pas d'avenir pour eux et 6 % qu'il ne leur reste que les travaux les plus pénibles et les plus dégradants.

7. L'éducation sexuelle. Etes-vous pour ou contre ? Doit-elle être dispensée en famille ou à l'école ?

A cette question, il n'y a eu que 10 % d'abstentions. Sans doute faut-il mettre ces abstentions et une bonne partie des réponses négatives sur le compte d'interdits religieux ou culturels. 88 % des jeunes sont pour l'éducation sexuelle et 12 % seulement sont contre. 19 % souhaitent qu'elle soit dispensée par la famille, 13 % par



De tous les problèmes internationaux, celui de la paix dans le monde reste au premier plan des préoccupations de la jeunesse contemporaine, comme l'illustrent ces centaines de colombes brandies par la foule des participants au 11^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, qui eut lieu à La Havane (Cuba) en juillet-août 1978. Ces manifestations sont organisées par la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, un mouvement fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de « lutter pour l'unité de la jeunesse et pour une paix juste et durable » et qui rassemble aujourd'hui 270 organisations de jeunes de 112 pays. Coïncidant avec l'Année internationale de la jeunesse, le 12^e festival se tiendra à Moscou dans le courant de l'été 1985.

La question de leur avenir, qui suscite en eux à la fois espoirs et inquiétudes, amène invariablement les jeunes à s'interroger sur leurs études. Ils sont unanimes à juger que l'absence de diplômes est un lourd handicap. Sur la photo, une expérience de l'enseignement du latin par ordinateur au lycée Ampère de Lyon, en France.

l'école, 46 % par la famille et l'école. Les autres souhaitent qu'elle se fasse ailleurs, sans préciser davantage.

8. L'argent. Les adultes vous reprochent de ne pas connaître la valeur de l'argent. Qu'en pensez-vous ? Etes-vous simplement consommateur ou aussi producteur ?

38 % des jeunes admettent ne pas connaître la valeur de l'argent, 43 % affirment au contraire que le reproche est injustifié et qu'ils en connaissent très bien la valeur parce qu'ils ont appris à en gagner. Certains pensent que le reproche est plus ou moins justifié, mais que les adultes, à leur âge, ne connaissent pas mieux qu'eux cette réalité de l'argent. Certains (fort peu nombreux) estiment ne pas en connaître la valeur parce qu'ils en ont trop et sont ainsi poussés à des dépenses inutiles. 73 % se considèrent — souvent à leur corps défendant — comme des consommateurs, 22 % s'estiment consommateurs et producteurs, 5 % s'affirment producteurs.

9. Les rapports des jeunes entre eux. Rencontrez-vous des difficultés, soit d'ordre matériel, soit de nature psychologique, dans vos contacts avec les autres ? Ressentez-vous le besoin d'avoir une maison de jeunes où vous pourriez vous réunir et participer à des activités qui vous intéressent ? Eprenez-vous le besoin d'être dirigé par des animateurs ?

65 % affirment ne rencontrer aucune difficulté, 35 % avouent se heurter à des obstacles d'ordre psychologique. A propos des maisons de jeunes, les réponses négatives proviennent essentiellement des pays développés et les positives des pays en développement. 65 % des jeunes voudraient tout de même disposer d'un lieu pour se réunir. La présence d'animateurs n'est souhaitée que par 33 % des jeunes, surtout des pays en développement, 61 % la jugent inutile, 6 % sont hésitants.

10. Le métier. Qu'attendez-vous de votre métier ? Est-il un obstacle à votre épanouissement ? Travaillez-vous ou êtes-vous au chômage ? Vous trouvez-vous au chômage avant même d'avoir travaillé ?

Beaucoup se sont abstenus de répondre à cette question (630 réponses sur 1 000 questionnaires). 80 % des jeunes attendent de leur métier qu'il leur apporte l'épanouissement et le bonheur, 10 % en attendent de l'argent, 9 % espèrent ou souhaitent pouvoir aider les autres à travers lui, 1 % n'en attendent absolument rien de bon. ►



Photo Dominique Roger — Unesco





Photo © Marcelo Montecino

Photo Walfraano Behrendt - Unesco

Le problème de l'analphabétisme ne paraît pas insoluble aux jeunes, dont beaucoup envisagent justement leur participation à la vie publique sous la forme d'une aide à l'enseignement. Sur la photo, une séance d'alphabétisation dans un camp de réfugiés au Salvador.

- 21 % des jeunes pensent que le travail est un facteur d'épanouissement, 30 % pensent qu'il peut avoir un effet perturbateur lorsqu'il ne convient pas ou ne plaît pas, lorsque son rythme est trop intense ou lorsqu'il n'autorise pas suffisamment de loisirs. La grande majorité estime qu'il lui est impossible de répondre aujourd'hui à cette question. Quant au dernier point, 93 % se disent étudiants ou écoliers, 4 % travaillent, 3 % sont au chômage.

11. Les rapports avec les adultes. Une fois disparue l'autorité familiale, que reste-t-il? La famille est-elle réduite dans ses dimensions et dans son rôle? Quelles sont les conséquences pour les personnes âgées?

43 % seulement de réponses, plus ou moins brèves, à cette question. 33 % des jeunes pensent qu'il ne reste rien lorsque l'autorité familiale a disparu ; 26 % estiment qu'il reste alors la liberté individuelle ; 21 % considèrent qu'il reste le respect et parfois l'amitié ; 10 % se bornent à constater que l'autorité a disparu et 10 % ajoutent que c'est mieux ainsi.

Par ailleurs, 62 % des jeunes considèrent que le rôle de la famille est réduit et 32 % sont de l'avis contraire. Les autres sont indécis.

Sur le troisième point (moins de 40 % de réponse), 78 % jugent que les conséquences pour les personnes âgées en sont graves (abandon, placement en hospice, éloignement, difficultés matérielles ou morales), 10 % estiment que cela ne change rien à leur situation et 5 % au contraire que cela se traduit pour elles par un surcroît de liberté. 7 % répondent à côté.

12. Les problèmes sociaux. Estimez-vous que ce sont des problèmes d'adultes ou vous sentez-vous concerné? Si oui, à quel problème donnez-vous la priorité? La délinquance, la drogue, l'égalité des femmes et des hommes, l'enfance inadaptée, les jeunes ruraux, le logement, les personnes âgées, les problèmes humains, les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les problèmes humains apparaissent comme les plus importants (20 %). Viennent ensuite la délinquance (15 %), le logement (13 %), l'égalité des femmes et des hommes (12 %), l'enfance inadaptée (12 %), la drogue (12 %), les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie (5 %) et les jeunes ruraux (1 %).



13. Les progrès de la science et de la technique. Que pensez-vous de l'utilisation des progrès scientifiques et technologiques dans le monde actuel ?

Aucune réponse ne donne le progrès scientifique pour franchement positif. 15 % des jeunes sont contre tout progrès, 6 % l'accusent de tous les maux (la guerre, la bombe atomique, la pollution, le chômage), 79 % approuvent les progrès, surtout dans le domaine de la recherche médicale ; pour toutes les autres applications des sciences et des techniques, ils se montrent très sceptiques.

14. Les loisirs. Quels sont vos loisirs préférés ? Arts, lecture, cinéma ou télévision, sports. Les organisez-vous seul ou en groupe ?

Le sport vient en premier (57 %), suivi de la lecture, puis du cinéma et de la télévision. Les arts, musique comprise, arrivent assez loin derrière.

43 % ont des loisirs de groupe, 40 % sont seuls ou en groupe, selon le type de loisirs, 17 % préfèrent être seuls.

15. La mode. Est-ce être de son temps ? Est-ce être « dans le vent » ? Est-ce une forme de progrès ?

51 % de jeunes estiment que la mode, c'est « être de son temps ». Pour 28 %, c'est « être dans le vent » et pour 20 % seulement, c'est une forme de progrès. Pour certains, suivre la mode est une preuve de personnalité, de liberté ; pour d'autres, c'est un esclavage, une forme de consommation comme une autre.

16. On dit souvent que les jeunes n'ont pas d'idées, qu'ils n'ont que des aspirations. Qu'en pensez-vous ?

1 % restent indécis, 11 % donnent raison aux adultes. En revanche, 88 % affirment qu'ils ont des idées, des aspirations et bien d'autres choses que les adultes n'ont pas, qu'ils ont même souvent plus d'idées qu'eux, voire du génie. Mais ils jugent que la société, faite par et pour les adultes, empêche les jeunes de les exprimer, et plus encore de les réaliser. ■

Selon les résultats de notre enquête, la majorité des jeunes consacrent leurs loisirs aux sports, qu'ils pratiquent surtout en groupe. Sur la photo, une course cycliste en République fédérale d'Allemagne.





Une journée dans la vie de...

Taylan Coskun

Elève au lycée Turgot de Paris

Turc

Age : 15 ans

Journée du 28 avril 1985

Saison : le printemps

Température : 12 °C

Temps couvert et pluvieux

Ce jour-là, je me suis levé à 8 heures, au bout de quinze minutes d'hésitation. Après une douche froide, j'ai pris mon petit-déjeuner tout en somnolant encore. Puis j'ai quitté la maison en hâte.

C'était une torture d'atteindre la station de métro, mais à la fin j'ai pu me réveiller presque complètement dans la foule qui m'étouffait. A la sortie du métro, j'ai dû courir pour arriver à l'heure en classe. C'était le cours de dessin.

Ensuite, au cours d'histoire, j'étais un peu agité, comme mes autres camarades étrangers. Ce n'est pas toujours facile de suivre les cours quand on ne parle pas parfaitement la langue dans laquelle ils sont faits. Cela réclame un effort bien plus grand, surtout s'il s'agit de l'histoire de France !

Après, on a eu un cours d'éducation physique où on s'amuse beaucoup, même s'il faut déployer de grands efforts.

A l'heure du déjeuner, au lieu de perdre du temps, j'ai joué aux échecs avec des camarades passionnés aussi par ce jeu.

L'après-midi, j'ai eu un cours de biologie et, la classe finie, je me suis précipité vers la porte de sortie et je suis rentré chez moi à toute vitesse. Comme d'habitude, le métro était bourré de monde.

J'ai dit à peine bonjour à ma famille, j'ai jeté livres et cahiers dans une chambre et suis allé jouer au ping-pong avec les amis du quartier. Quelquefois on passe des heures à jouer. Aujourd'hui, nous avons continué jusqu'à 19 heures.

Une fois rentré, on a dîné et, après deux heures de travail pour le lycée, je me suis couché. Cette fois, je n'ai pas regardé la télévision. ■

Arrivée de travailleurs immigrés en France.



Photo Silvester © Rapho, Paris



Photo © Tous droits réservés

James Amar

Elève de l'Ecole de danse

de l'Opéra de Paris

Français

Age : 15 ans

Journée du 2 mai 1985

Saison : le printemps

Température : 12 °C

Temps couvert et pluvieux

Mon réveil sonne, comme à l'accoutumée, à 7 h 15. Je me lève à 7 h 30. Je ne prends pas de petit déjeuner, car il est déconseillé de manger juste avant de se livrer à des exercices physiques intenses.

Je prends le métro jusqu'au Palais Garnier (l'Opéra) et grimpe par l'escalier les cinq étages qui mènent au studio. Je passe ma tenue d'entraînement. Puis, en attendant l'arrivée du maître de ballet, nous faisons pendant une dizaine de minutes nos habituels exercices d'échauffement et reprenons les mouvements ou les positions qui nous paraissent les plus difficiles.

Lorsque le maître de ballet et le pianiste arrivent, nous nous inclinons pour les saluer et commençons à travailler. Nous faisons des exercices à la barre, puis des exercices d'assouplissement au sol, qui nous laissent en nage. Vient ensuite « le milieu », qui s'exécute au centre de la salle. On débute par l'*adage* (une suite de mouvements lents destinés à parfaire l'équilibre, comportant notamment le déploiement des jambes en hauteur), et

Deuxième à partir de la gauche, James Amar, à l'âge de douze ans, au cours des exercices du « milieu ».

on poursuit avec l'*allegro* (pirouettes et tours, petits et grands sauts, très importants pour les garçons). Notre maître de ballet est Monsieur Lucien Duthoit, qui est premier danseur et dont j'apprécie beaucoup les cours.

Vers 10 h 15, je mets mon survêtement et vais dans un autre studio, où pendant près d'une heure et demie, nous travaillons encore les variations, la présence scénique, la respiration, etc. Après cela, vers midi, nous dévalons les escaliers pour nous retrouver sur le perron de l'entrée principale du théâtre et marcher ensemble jusqu'au Collège de l'Opéra, rue de Surène, où nous poursuivons notre scolarité.

Je déjeune à la cantine du Collège avant d'entrer en classe, à 13 h 30, pour deux heures de français, l'un de mes cours préférés. En temps normal, nous avons quatre heures de cours, mais aujourd'hui c'est différent, car je dois me rendre à l'Opéra comique pour la répétition du gala que nous donnons le 6 mai afin de recueillir des fonds pour l'Ecole.

La répétition dure une heure et demie. Après cela, je prends un goûter, puis un temps de repos. Vers 18 h 30, je gagne la loge et me prépare pour la représentation de ce soir, l'un des six spectacles de fin d'année de l'Ecole de danse. Au programme, deux ballets : *Soir de fête* et *La Fille mal gardée*. Je joue le rôle d'un paysan dans *La Fille mal gardée*. J'en aime la musique et il est amusant à exécuter, car il comporte beaucoup de mimiques. C'est vraiment enivrant de se retrouver sur scène devant un véritable public, surtout les soirées de gala, quand nous dansons avec les grandes étoiles.

Le spectacle s'achève vers 22 heures. Je me change et gagne la sortie, où ma mère m'attend. Nous rentrons ensemble à la maison, mangeons quelque chose et discutons longuement de la représentation. Quand je vais au lit, il est environ 23 h 30. Quelle journée ! ■

Tina Ungalaq

Collégienne à Frobisher Bay,
Originaire d'Igloolik,
presqu'île de Melville,
Territoires du Nord-Ouest (Canada)
Inuit

Age : 16 ans

Journée du 10 avril 1985

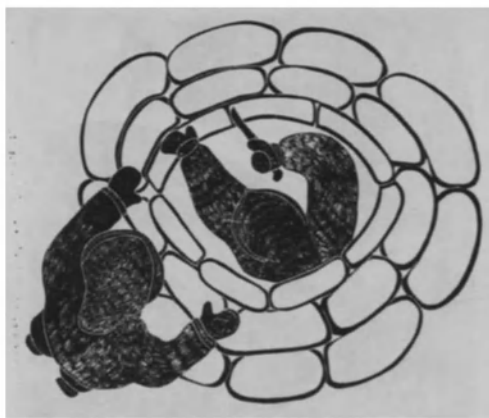
Saison : le printemps

Température : -28 °C

Temps clair et ensoleillé. Pas de vent.

Ce matin, Millie, la surveillante de nuit de la résidence où j'habite, a fait sa tournée habituelle à 6 h 30 pour réveiller tout le monde. Je ne me suis levée qu'à 7 h 15, quand mon amie m'a tirée du sommeil. D'habitude, je me douche, mais ce matin, j'ai à peine eu le temps de me laver les cheveux et le visage. J'ai failli arriver trop tard pour le petit déjeuner, qui est servi à la cantine de 7 heures à 7 h 45. J'ai réussi de justesse à le prendre à 7 h 40. J'ai mangé des œufs et des saucisses, avec du jus d'orange et des tartines grillées.

Après avoir fini de manger, je suis remontée dans ma chambre pour me préparer à aller à l'école. A 8 h 15, les bus de ramassage scolaire sont venus nous prendre. Les cours commencent à 8 h 30 et j'ai donc rejoint ma classe pour l'appel. A 8 h 35, je suis allée en classe de mathématiques. Nous avons résolu quelques problèmes. Les mathématiques sont l'un de mes points forts. J'avais ensuite un cours d'inuktitut, mais nous n'avons pas fait grand chose aujourd'hui. Jusqu'ici, j'ai toujours été la première de ma classe en inuktitut, ma langue principale. A 9 h 55, nous avons eu une récréation de dix minutes. Mon amie Kayrene m'a raconté ses vacances de printemps la semaine dernière, dans sa ville d'origine, Broughton Island, Territoires du Nord-Ouest. J'ai eu ensuite deux cours successifs d'arts appliqués. Nous travaillons sur un projet qui concerne le Moyen Âge. Je reproduis un vitrail avec du papier de soie de couleurs vives. Durant la deuxième heure de cours, nous avons regardé des diapositives sur les



La construction d'un igloo.

Gravure sur bois de Nanogak © Tous droits réservés

travaux réalisés l'année dernière par les élèves de notre professeur d'arts appliqués. Nous avons écouté un enregistrement de *La Mégère apprivoisée* de Shakespeare, une pièce que nous étudions en ce moment.

La pause du déjeuner s'étend de 12 h 05 à 13 heures. Après avoir mangé des « hamburgers » et des frites, nous sommes allées à pied vers une boutique de vêtements, *The Purple Daisy* (La marguerite cramoisie), pour y voir les nouveautés ; il y en avait bien qui nous plaisaient, mais elles étaient hors de prix.

Nous n'avons eu qu'un seul cours l'après-midi, car l'école fermait aujourd'hui ses portes à 14 heures pour permettre aux professeurs et aux élèves de se rendre à l'école élémentaire de Nakasuk, où se déroulait la cérémonie inaugurale du Conseil divisionnaire régional de Baffin, auquel le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a délégué ses pouvoirs en matière d'éducation. A la sortie de l'école, Kayrene et moi avons marché jusqu'en ville pour y faire du shopping. J'ai acheté une paire de tennis et Kayrene aussi. Puis nous avons bu un Coca au café-restaurant. Nous allions prendre un taxi pour rentrer à la résidence Ukkivik, mais nous avons pu profiter de la fourgonnette de celle-ci, qui passait par là.

Nous nous sommes rendues dans la salle des jeux vidéo. J'ai perdu un match de hockey de table par quatre buts à deux. Après cela, je suis montée dans ma

chambre. Ma camarade de chambrée, Mary, s'y trouvait déjà ; elle aussi était rentrée chez elle pour les vacances de printemps et était épuisée par le long trajet de Sanikiluaq à Montréal, puis à Frobisher Bay. Je suis allée voir dans le bureau de la surveillante s'il n'y avait pas de lettre pour moi de mes amis d'Igloolik. A ma grande surprise, j'y ai trouvé Janice, une autre surveillante de la résidence Ukkivik. Elle rentrait tout juste d'Ottawa, où elle faisait ses préparatifs de mariage. Elle m'a raconté qu'elle se mariait le 17 août et que cela la mettait en effervescence.

Le dîner est servi entre 17 heures et 18 heures. Comme c'était un mercredi, nous avons eu au menu du poisson accompagné de pommes de terre et de navets (pouah !). Après le dîner, je suis remontée dans ma chambre y prendre mes devoirs pour l'étude de 18 h 15. Là, j'ai fait de l'anglais, de la biologie et cette composition.

Comme je suis une « junior » (les 16-17 ans), je dois regagner ma chambre à 22 heures. D'habitude, nous prenons un dernier casse-croûte, généralement composé de fruits et de « muffins » ou de gâteaux, et de 22 h 30 à 23 heures, nous nous préparons pour la nuit et bavardons entre amies jusqu'à l'extinction des feux. Aujourd'hui, exceptionnellement, je suis restée éveillée jusqu'à 23 h 30 pour regarder les informations à la télévision.

Comme vous pouvez le constater, ma journée n'est pas très différente de celle de toute autre personne de mon âge. Mais si je veux décrocher mon diplôme, et je le veux vraiment, je dois vivre ici, à la résidence Ukkivik, de septembre à juin, pendant mes 10^e, 11^e et 12^e années d'études, car l'école de mon village s'arrête à la 9^e année.

La vie à la résidence est parfois ennuyeuse et la discipline peut y être assommante. Mais au fond je sais bien qu'il en faut une pour réussir à l'école. Et quoique je me trouve à des kilomètres de chez moi et de ma famille, je m'y plais bien dans la compagnie de la plupart de ceux qui y travaillent et y vivent. ■

MON TRAVAIL

Je ferai mon travail
Qu'il soit grand ou petit
Je mettrai mon orgueil là où danse ma sueur
Je sèmerai le grain et j'attendrai la pluie
Pour désherber, labourer et rentrer ma récolte durement conquise.
Je ferai mon travail
Qu'il soit grand ou petit
Plein d'orgueil là où danse ma sueur.
Je ferai mon travail,
Il sort de mes mains
De ma peine et de mon espoir
De mon devoir et de ma quête.
Ce travail je le ferai
Car au profond de moi-même
Je saurai que c'est le mien
Un travail
Auquel je me suis donné et donné
Comme un homme de mon temps.

Lwanga Mwanje
21 ans
Etudiant à Kampala, Ouganda
1985



Photo Unesco

Ce dessin présenté au concours d'affiches organisé par l'Unesco pour la Journée internationale de l'alphabétisation a valu une mention spéciale à Paola Riggeri (17 ans), de Suisse.





Le point sur les jeunes

Pour ce numéro spécial consacré à l'Année internationale de la jeunesse, le *Courrier de l'Unesco* a demandé aux rédacteurs de ses éditions publiées hors du Siège de l'Unesco à Paris de préparer une brève analyse de la situation de la jeunesse dans leurs pays respectifs. Nous présentons ci-après des versions abrégées de ces études, ainsi que des réflexions personnelles dues à deux lycéens, l'un sénégalais, l'autre suisse, et à un jeune ouvrier soviétique.



Photo Gilles Salvia — Unesco

Jeunes « punks » dans une rue de Bruxelles.

Belgique

COMME dans beaucoup d'autres pays, le problème essentiel pour la jeunesse de Belgique est celui de l'emploi. Le chômage, qui atteint 10 à 12 % de la population active, touche surtout les jeunes de 18 à 25 ans. La situation est particulièrement pénible pour les filles et garçons nantis d'un diplôme d'études supérieures, ce qui suppose un investissement considérable en argent et en énergie.

L'attrait qu'offrent les études supérieures pour les jeunes n'en a pas diminué pour autant, puisque 30 à 35 % d'entre eux s'y engagent avec une prédilection marquée pour les sciences économiques, l'économie appliquée et l'informatique.

Une nouvelle loi porte l'âge de la scolarité à 18 ans. Mais la situation n'en a guère été modifiée, car la majorité des jeunes poursuivaient déjà leurs études au-delà de l'âge de quinze ans.

Malgré la crise, le niveau de vie est toujours très élevé et le système des allocations plutôt généreux. Les cas de vandalisme, l'usage de drogues, l'attitude asociale et anti-sociale, tout cela existe, certes, mais à un degré qui n'a rien d'alarmant, et cet aspect ne semble pas avoir été particulièrement renforcé par la dégradation socio-économique. En outre, il faut admettre que certains jeunes avancent des critiques fondées et des remarques qui invitent à la réflexion.

Et puis il y a ces témoignages de vitalité, d'enthousiasme et de générosité. Les initiatives en faveur de la sauvegarde de l'environnement, du désarmement, de l'aide aux pays en développement ont tôt fait de susciter intérêt et engagement. Il en va de même pour le travail des maisons de jeunes et des organisations culturelles. ■



Photo Hervé Donnezan © Rapho, Paris

Des jeunes gens travaillent au flottage sur un fleuve.

Finlande

EN Finlande, la jeunesse constitue une fraction de plus en plus réduite de la population. En 1950, il y avait 30 % de moins de 15 ans; en 1980, ils n'étaient plus que 20 %. Les besoins matériels des jeunes Finlandais sont largement assurés. D'aucuns pensent qu'ils sont beaucoup trop privilégiés. De nombreuses cultures parallèles sont nées du brassage moderne des idées et des comportements à travers les frontières, et l'on observe un certain conformisme chez les jeunes Finlandais, par exemple dans leur engouement pour les jeux vidéo ou pour les vêtements arborant des griffes connues.

Mais ces jeunes ne sont pas que des consommateurs : ils ont aussi de nombreuses activités. Près de 64 % des jeunes âgés de 7 à 24 ans appartiennent à une ou à plusieurs organisations bénévoles. Ce sont des lecteurs avides et ils fréquentent assidûment les bibliothèques. Une enquête récente a permis d'établir que tous les enfants et près de 90 % des jeunes lisent au moins un livre tous les six mois. Il y a malgré tout quelques ombres au tableau. En effet, le problème du chômage des jeunes n'est pas près d'être résolu. On compte deux fois plus de chômeurs chez les jeunes que chez les adultes. Pour cette raison, et du fait que leurs études sont plus longues que par le passé, les jeunes Finlandais quittent le foyer parental plus tard qu'auparavant (entre 20 et 24 ans, un jeune sur deux habite encore chez l'un ou l'autre de ses parents). Et lorsqu'ils le font, c'est pour affronter une pénurie aiguë de logement.

Ce que les jeunes Finlandais craignent le plus, c'est la guerre, bien qu'ils n'en aient jamais fait directement l'expérience. Dans le choix d'une profession, ils accordent la priorité à l'intérêt que présente le travail. Vient, en deuxième lieu, les possibilités de carrière et, en troisième lieu seulement, le niveau de la rémunération. ■



Photo Diego Goldberg © Parmage, Paris

Un groupe d'écoliers passe devant le dôme futuriste du Palais du Congrès, dans le centre de Brasilia.

Brésil

LA situation de la jeunesse est loin d'être riante. 85 % des enfants brésiliens sont condamnés à ne pas dépasser les premières classes du cycle élémentaire. Sur 100 écoliers qui terminent leurs études élémentaires, 8 seulement entrent dans le secondaire. Et un tiers seulement des élèves qui achèvent celui-ci parviendront au niveau universitaire.

En définitive, dans le Brésil actuel, le nombre de jeunes qui accèdent aux universités ou aux écoles d'études supérieures s'élève environ à 400 000 par an, soit à peu près 2,5 % du groupe de jeunes âgés de 18 à 23 ans.

Mais ces problèmes de l'éducation ne sont pas les seuls à peser lourdement sur la destinée de la jeunesse brésilienne. Celle-ci subit l'effet dangereusement perturbateur de plusieurs facteurs sociaux et économiques. Le chômage n'est pas le moins pernicieux d'entre eux. L'inflation galopante contribue pour sa part à gravement toucher la grande majorité de la population brésilienne, dont le niveau de vie ne cesse de baisser.

Certes, beaucoup de comportements contestataires qu'on voit aux jeunes Brésiliens peuvent être attribués à ce qu'il est convenu d'appeler la « fougue de la jeunesse ». Et nous savons bien qu'en règle générale on est « incendiaire » à 18 ans et « pompier » à 40...

Mais il serait extrêmement injuste de tenir les jeunes pour seuls responsables de leurs attitudes et réactions anti-sociales. Celles-ci sont certainement dues, pour une grande part, à cet épouvantail que devient une incertitude économique d'une durée indéfinie, qui grève le présent et l'avenir. ■



Photo © Roger Viollet, Paris

Statuette en bois peint d'ancienne Egypte datant de la VI^e dynastie (2345-2200 av. J.-C.)

Monde arabe

EN raison de la prééminence du système familial dans l'organisation sociale d'un large secteur de la population rurale, c'est surtout dans les grandes villes que la jeunesse s'est distinguée en tant que catégorie sociale dotée d'une culture propre. C'est donc la ville qui offre le meilleur cadre d'observation des problèmes spécifiques de la jeunesse arabe.

L'école se veut un service national gratuit mis à la disposition de toutes les couches de la population et qui garantit en principe l'égalité des chances. Mais si elle applique les mêmes règles pédagogiques à tous les enfants scolarisés, les prédispositions à assimiler le savoir et le pourcentage des échecs scolaires varient considérablement d'un milieu socio-culturel à un autre.

Pour subsister, les « jeunes adultes » rejetés de l'école et non intégrés dans le système économique créent leur propre milieu social : les bandes de jeunes passent rapidement de la petite à la grande délinquance.

Pour les jeunes filles, l'éducation est le moyen idéal de se libérer des freins de la tradition arabo-musulmane. Mais pour vivre cette libération sans se heurter à de graves problèmes, il faut qu'elles soient issues de milieux déjà acculturés. Les étudiantes et les lycéennes des classes moyennes connaissent plus particulièrement ce drame de la double culture. D'où les manifestations de jeunes urbains des deux sexes en faveur d'un retour à la tradition et à l'Islam.

Malgré le taux élevé d'échecs scolaires à tous les niveaux, on constate une inflation de diplômés avec, pour corollaire, leur dévaluation sur le marché du travail. Le système scolaire en vient ainsi à fabriquer de plus en plus de « déchets » et de diplômés, ceux-là étant pratiquement exclus du marché du travail, ceux-ci étant obligés d'accepter un emploi auquel ils n'ont pas été préparés. ■



Photo Rajak Chanian © Rapho, Paris

Un groupe d'adolescents dans une rue de Rome.

Italie

LE chômage des jeunes s'est aggravé en Italie ces dernières années : de 2,6 % de la population active en 1974, il est passé à 7,7 % en 1984. C'est sans conteste le problème le plus préoccupant qu'ont à affronter les forces sociales et politiques du pays.

Par ailleurs, le système éducatif suit avec un retard considérable le prodigieux essor économique et technique de ces dernières années. De nombreuses solutions ont été envisagées pour combler ce retard et sont actuellement en cours d'application.

Il s'agit notamment de prolonger de deux ans (c'est-à-dire jusqu'à 16 ans) la scolarité obligatoire, au moyen d'une loi qui est actuellement à l'étude au Parlement, ce qui pourrait contribuer à résoudre le problème en assurant une plus grande cohérence et une modernisation plus poussée de la formation professionnelle.

En ce qui concerne les autres problèmes de la jeunesse, comme la délinquance ou la drogue, qui sont en légère progression, on peut espérer en l'efficacité des mesures préventives qui sont adoptées actuellement. Mais ces phénomènes (moins aigus en Italie que dans d'autres pays développés), ne disparaîtront entièrement qu'avec l'élimination des causes du malaise de la jeunesse : difficulté à trouver du travail, érosion des valeurs et des idéaux traditionnels et influence néfaste des moyens de communication, qui font miroiter le mythe d'une réussite fulgurante et facile. ■

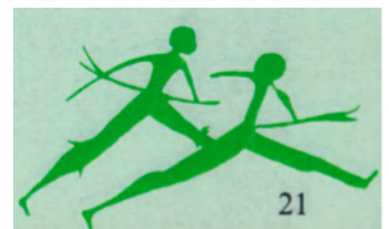




Photo Paul Almasy — Unesco

Une traductrice du Centre national scientifique et technique du Pakistan à Karachi, organisme créé avec l'aide de l'Unesco.

Pakistan

LE difficile passage d'une société agraire à une société industrielle est générateur de tensions, qui se traduisent par un désarroi spirituel et intellectuel. Les jeunes en sont les premiers touchés.

Les jeunes représentent plus de la moitié de la population actuelle du Pakistan. Depuis l'indépendance, ils sont davantage conscients de la nécessité d'acquérir une formation solide, et leur niveau d'instruction s'est considérablement amélioré. Pour répondre aux exigences du monde moderne, un nombre croissant de jeunes optent pour une formation scientifique plutôt que littéraire. Mais celle-ci reste du domaine de la théorie et ne leur assure pas le succès matériel qui avait motivé leur choix. Le système d'enseignement, qui laisse encore beaucoup à désirer, n'a pas réussi à donner à ces jeunes une identité culturelle définie ou une sécurité appréciable sur le plan financier. Au cours des dix dernières années, nombre d'entre eux ont émigré vers les pays du Golfe, dans l'espoir de profiter de leur prospérité économique.

Les jeunes qui ont poussé très loin leurs études ne parviennent pas à trouver sur le marché du travail des débouchés qui correspondent à leurs qualifications; de plus en plus déçus et isolés, certains cherchent un refuge dans la drogue. L'industrialisation et l'urbanisation ont exposé les traditions culturelles du pays à des changements brutaux. L'arrivisme et l'ambition ont fait voler les vieilles valeurs en éclats. Cette crise des valeurs provoque chez les jeunes un malaise croissant. Ils commencent à comprendre, et leurs aînés aussi, qu'ils doivent assumer plus de responsabilités. ■



Photo Gary Fullerton — Unesco

Porte d'une maison du Zanzibar.

République-Unie de Tanzanie

LA République-Unie de Tanzanie compte aujourd'hui environ 13,5 millions de moins de 35 ans, ce qui représente près de 75 % de sa population. On estime que 83 % d'entre eux vivent dans les zones rurales. Pour la plupart, ils achèvent à peine leurs études primaires ou poursuivent encore leur scolarité.

Après l'indépendance, la jeunesse a joué un rôle de premier plan dans la réforme des systèmes économiques et culturels hérités du passé. La Déclaration d'Arusha de 1967 a énoncé les grandes lignes d'une stratégie de développement fondée sur le socialisme et l'auto-suffisance. Cette stratégie a ouvert de nouveaux horizons aux jeunes, qui ont pris part à la création des villages *Ujamaa*, aidé les paysans à s'y installer, organisé de nouvelles exploitations agricoles, construit des maisons, des écoles, des dispensaires et des routes, et mené des campagnes d'alphabetisation. La voie ferrée tanzano-zambienne, principalement construite par des jeunes, leur a offert à la fois du travail et un moyen d'acquérir une formation technique.

A l'heure actuelle, grâce au Programme de scolarité générale, tous les enfants en âge d'aller à l'école reçoivent un enseignement primaire. En 1983, il y avait 9 897 écoles primaires, et leurs effectifs s'élevaient à 3,37 millions d'élèves. En 1977, une organisation de jeunesse, *Umoja wa Vijana*, fut créée en vue d'associer tous les jeunes Tanzaniens à la mise en place d'une société socialiste autonome. De l'échelon national à l'échelon communautaire, l'*Umoja wa Vijana*, qui compte au total plus de 4 millions de membres, est dirigée par des jeunes, élus tous les cinq ans. ■



Photo Hervé Donnezan © Rapho, Paris

Etudiants de la Faculté de médecine de l'Université de Barcelone.

Catalogne

LA jeunesse catalane se distingue essentiellement par une longue tradition associationniste, qui a fortement marqué sa manière d'être et son comportement, et grandement favorisé son insertion dans la vie active de la société. Précisons toutefois que l'une des grandes préoccupations actuelles de la société catalane n'est pas simplement de préserver et de consolider ces mouvements associatifs, mais aussi d'assimiler les nouveaux modes d'expression et de participation des jeunes, nés de l'évolution de leurs besoins et de leur situation.

De nos jours, l'un des aspects les plus marquants de la réalité de la jeunesse catalane est sans aucun doute le chômage qui, si rien n'est fait pour y remédier, risque de compromettre gravement son intégration à la société. En effet, ce problème ne touche pas seulement les jeunes chômeurs, mais crée un état d'esprit et un climat auxquels la jeunesse tout entière est sensible aussi.

Depuis la restauration de la démocratie, de nombreuses collectivités, et le gouvernement autonome de la Catalogne lui-même, se sont dotés de services chargés de s'occuper spécialement des affaires de la jeunesse, en évitant dans la mesure du possible de se substituer à elle ou de gêner son action par un dirigisme ou un paternalisme excessifs. A l'heure actuelle, ces services s'efforcent surtout de convaincre la société et les institutions compétentes que toute action publique en faveur de la jeunesse doit réunir en un ensemble cohérent les diverses initiatives qui la concernent. ■



Photo Sunil Janah — Unesco

Détail d'une sculpture d'un temple du 13^e siècle dédié au Soleil à Konarka, dans la province d'Orissa.



Photo © Magnum, Paris

Jeunes ouvrières d'une usine d'électronique.



Photo Silvester © Rapho, Paris

Une jeune fille nettoie une statue du Bouddha à Bangkok.

Inde

LES jeunes Indiens ressentent aujourd'hui un profond malaise devant l'injustice sociale et économique, la pauvreté, le chômage, la corruption et les carences de l'enseignement dispensé par bon nombre d'institutions du pays. L'agitation règne dans beaucoup d'universités. La plupart des jeunes Indiens vivent dans les campagnes. Ils sont employés dans l'agriculture, qui ne suffit cependant pas à les occuper toute l'année. La majorité n'a pas dépassé le niveau des études primaires. Quant à ceux, peu nombreux, qui ont achevé leur scolarité ou suivi des études supérieures et reçu une formation, ils sont les victimes d'un chômage chronique. Faute de débouchés, beaucoup doivent émigrer vers les villes moyennes ou les grandes cités. Les autres restent dans leurs villages, frustrés.

Des milliers de jeunes diplômés connaissent le chômage total ou partiel pendant des années. A quelques exceptions près, l'enseignement dispensé par les établissements scolaires et universitaires n'est pas spécialisé. Bien que des millions d'emplois aient été créés au cours des trente dernières années, le chômage n'a pu être entièrement résorbé, car la main-d'œuvre reste mal structurée, l'enseignement général dépassé et la croissance démographique constante. Mais un pas a été fait dans la bonne direction avec l'introduction, au cours des deux dernières années, d'un nouveau système de formation professionnelle spécialisée et diversifiée.

Avec l'extension des médias internationaux, les jeunes Indiens sont en mesure d'entrevoir ce qu'est la situation économique et sociale dans d'autres pays, et notamment dans les pays développés. Ils sont donc moins enclins à accepter la lenteur de l'évolution de leur pays dans ces domaines. ■

République de Corée

LES jeunes Coréens de moins de 25 ans n'étaient encore que des enfants dans les années 60 et 70, une période riche en bouleversements économiques et sociaux d'une ampleur sans précédent. Le conflit des générations des années 80 en est une séquelle. La politique de modernisation du pays a exposé la population à l'influence de l'Occident, provoquant une rupture dans la vie des jeunes et les aliénant de leur entourage. Une nouvelle génération est apparue, dont les comportements et les modes de vie sont fort différents de ceux de la précédente.

Ces jeunes s'interrogent beaucoup sur le sens de leur existence et la nature de la société dans laquelle ils vivent, et manifestent un grand intérêt pour les problèmes politiques. Chez eux, ils se montrent moins bien élevés et plus agressifs que ne l'étaient leurs aînés ; ils supportent mal une éducation qu'ils jugent inappropriée et des rapports sociaux souvent entachés à leurs yeux d'hypocrisie. Ils traversent à la fois une crise d'identité et une période de transition, tant dans leur vie qu'au sein d'une société en pleine mutation. Quelques-uns militent dans des mouvements de jeunesse qui luttent pour les droits civiques, ou recherchent leurs racines dans des activités liées à la culture traditionnelle. Avec l'industrialisation, la famille s'est réduite au noyau parental et a perdu, de manière générale, de son autorité. L'explosion urbaine et la croissance rapide des effectifs scolaires ont été préjudiciables à la qualité de l'enseignement.

L'augmentation du nombre des universitaires pose un grave problème dans le domaine de l'emploi. Beaucoup des jeunes travailleurs doivent affronter un manque de débouchés sur le marché du travail. 73,2 % d'entre eux sont employés dans l'industrie manufacturière. En 1983, 54,8 % des 39 951 000 d'habitants de la République de Corée étaient âgés de moins de 24 ans, un pourcentage qui est en diminution depuis 1960. ■

Thaïlande

EN 1981, il y avait en Thaïlande environ 11 millions de jeunes de moins de 25 ans, soit près de 23 % de ses 48 millions d'habitants. Dans leur écrasante majorité, les jeunes vivaient dans les régions rurales (qui comptent plus de 80 % de la population du pays).

En 1978, on a évalué à 67 % la proportion de jeunes de 15 à 25 ans qui n'avaient reçu qu'une instruction élémentaire. La plupart d'entre eux vont grossir les rangs de la main-d'œuvre non qualifiée des secteurs agricole, industriel et commercial. Ceux qui atteignent le niveau des études supérieures, et ils sont peu nombreux, constatent souvent que celles-ci ne les préparent pas à la vie professionnelle et ne sont pas adaptées aux besoins du marché du travail. De plus en plus conscientes du problème, auquel elles s'efforcent de remédier, les autorités s'orientent également vers d'autres possibilités, comme la diffusion par les médias de programmes d'éducation de type classique et non classique.

Mais le problème essentiel de la jeunesse reste le chômage. En 1981, il touchait surtout le groupe des jeunes âgés de 20 à 24 ans. Depuis une dizaine d'années, une certaine agitation règne dans la jeunesse thaïlandaise. Aussi, un Bureau national de la jeunesse a-t-il été créé en vue d'élaborer des programmes en sa faveur, d'en coordonner et surveiller l'exécution et d'en évaluer les résultats. Le gouvernement s'emploie actuellement à développer la formation professionnelle, encourager les activités associatives et promouvoir les sports et les loisirs. ■





Photo © François Dupuy, Paris

Mur peint dans une rue de Genève.

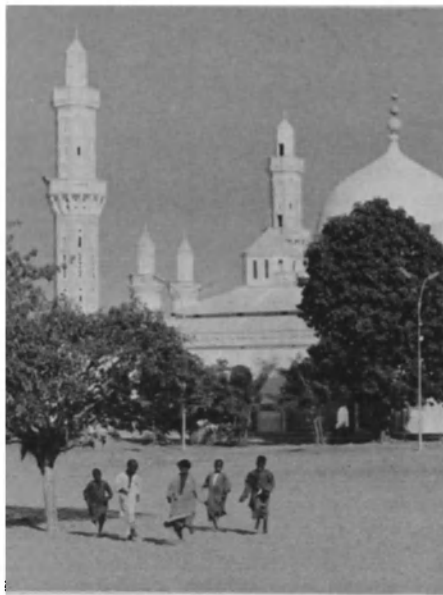


Photo A. Tessore — Unesco

Enfants jouant devant la mosquée de Diourbel.



Photo A. Gorélovski © APN, Moscou

Préparatifs pour la fête des étudiants de l'Institut des ingénieurs et physiciens de Moscou.

Suisse

AUJOURD'HUI, les jeunes ont bien plus de possibilités de s'instruire que leurs aînés. La majorité d'entre eux peuvent suivre une formation qui correspond à leurs goûts et aptitudes.

Mais la concurrence reste très vive. La récession économique a entraîné la suppression d'un grand nombre d'emplois, tant de techniciens que d'universitaires.

Avec des jouets électroniques, puis avec l'ordinateur familial, les jeunes se familiarisent très tôt avec l'informatique dont les stages d'initiation connaissent une immense popularité.

Source de distraction, les moyens de communication modernes montrent aussi aux jeunes comment vivent d'autres peuples, contribuant ainsi à les rendre plus mûrs et plus responsables.

La protection de la nature est devenue leur préoccupation première, comme le montre notamment le témoignage suivant. ■

De belles perspectives s'ouvrent devant nous. A cet égard, la différence entre les adolescents des pays en développement et ceux des pays industrialisés est énorme. Malheureusement, beaucoup de gens, chez nous, ont des préjugés défavorables contre les étrangers en général.

Ce qui est primordial pour moi actuellement, c'est le travail scolaire. Viennent ensuite les loisirs. En effet, quand on passe jusqu'à huit heures par jour à l'école, il faut aussi, pour garder un bon équilibre, une bonne dose de distraction et de détente.

En ce qui concerne les problèmes raciaux et religieux, je vis dans un milieu extrêmement tolérant. A l'école comme à la maison, on ne fait aucune discrimination.

Si je considère l'avenir, le plus important pour moi, c'est la préparation à la vie active. Ma grande préoccupation, aussitôt après, c'est la protection de l'environnement. Je pense aussi à la paix dans le monde, au dialogue non armé entre les peuples.

*Thomas Bittel
lycéen*

Sénégal

Sl'on considère l'avenir des jeunes, il existe une grande différence entre pays industrialisés et pays en développement. Dans ceux-ci, le pourcentage élevé d'illettrés, les faibles possibilités d'éducation et de formation professionnelle, rendent l'avenir incertain. En plus, on constate une baisse considérable de la prise de conscience des jeunes qui se traduit par la délinquance.

L'urgente priorité, pour nous, c'est l'emploi, qui seul permet de s'épanouir, de subvenir à ses besoins et d'assurer l'avenir. Viennent ensuite les problèmes de santé et d'habitat. Puis les besoins domestiques, l'organisation du cadre familial, l'acquisition des connaissances, les loisirs et la participation à la vie politique.

Au Sénégal, il y a plusieurs communautés de langues, de cultures et de religions différentes, ce qui entraîne une grande tolérance. J'ai appris à aimer tout être vivant.

Je participe à plusieurs mouvements de jeunesse. Dans le « Dahira », une association d'obédience musulmane, j'apprends à mieux connaître ma religion et à contribuer activement à sa vie. Le foyer socio-éducatif de mon lycée me familiarise avec des techniques d'animation et favorise le brassage d'élèves appartenant à des milieux très différents. Enfin, grâce au scoutisme laïque, à travers le mouvement des « Eclaireurs », j'ai découvert mon environnement, amélioré mon cadre de vie, maîtrisé certaines connaissances techniques et acquis ou approfondi quelques valeurs morales : l'esprit d'initiative, la fraternité et la conscience de l'importance du développement communautaire en faveur des communautés les plus démunies.

*Djiby Fediore
lycéen*

URSS

Je suis né et j'ai grandi dans le village du Koujnoïé, à 500 kilomètres au sud-est de Moscou. Depuis sept ans, je vis à Moscou. Un jour, après avoir lu dans le journal un article sur une usine de roulements à billes située dans la capitale, j'ai décidé de venir travailler là. L'outillage de précision m'intéressait. Je suis parti.

L'usine m'a d'abord engagé comme manœuvre, avec un salaire modeste. Je partageais une chambre avec un camarade. Puis j'ai suivi les cours du collège technique de construction de machines-outils. Trois soirs par semaine, j'étudiais après le travail. Au bout d'un an, je suis devenu rectifieur. C'était plus intéressant : je m'occupais des roulements à billes. Et j'étais mieux payé.

Quand j'ai fini mes études au collège technique, je suis devenu régleur. C'est mon travail actuel. Il est proche de celui de l'ingénieur, mais je reste ouvrier. Certes, je pourrais devenir ingénieur : il faudrait que je reprenne des études. Mais cela exige un très gros effort. Et puis j'ai de nouvelles responsabilités : je me suis marié il y a trois ans.

Chez moi, on dit : avant de te marier, construis ta maison. Lorsque je suis devenu régleur et que j'ai eu un appartement, je suis retourné dans mon village où Tonia, ma fiancée m'attendait. Nous sommes revenus ensemble à Moscou. Aujourd'hui nous avons un fils de deux ans. Tonia est infirmière. Notre situation matérielle s'est nettement améliorée. Nous pouvons même épargner un peu.

*Anatoli Medvedev
ouvrier*



A la rue

par Merrick Fall

Les 5 000 enfants de 8 à 15 ans qui vagabondent dans ses rues ont valu à Bogotá une triste renommée. La congrégation salésienne y a fondé le projet Bosconia-La Florida, un établissement où les enfants partiellement ou totalement abandonnés sont ramenés progressivement et avec ménagement vers une vie plus normale. Ils commencent par prendre l'habitude de venir y jouer librement dans la journée, puis d'y passer la nuit et d'y étudier, pour finalement y apprendre un métier. Ci-dessus, un jeune apprenti soudeur. Comme tous les autres projets illustrés sur les deux pages suivantes, le projet Bosconia-La Florida est rattaché au Programme inter-ONG « Enfants et jeunes de la rue » lancé en 1982 par le Bureau international catholique de l'enfance pour donner suite aux activités de l'Année internationale de l'enfance (1981).

QUI ne connaît, dès le berceau, ce sentiment privilégié de sécurité, de chaleur et d'appartenance que donne un foyer ? Et pourtant, avoir un « chez-soi » reste un rêve inaccessible pour des millions de jeunes sur le point d'atteindre l'âge adulte. Ils sont issus de ces familles fragiles qui, affolées par les lumières des grandes villes du monde en développement — São Paulo, Nairobi, Bombay —, y affluent en masse dans l'espoir de trouver de l'emploi, un salaire et un avenir meilleur, mais n'y rencontrent trop souvent que l'amère solitude de la désillusion et de l'exclusion.

Les populations rurales ne sont pas préparées à affronter les tensions dont s'accompagnent inévitablement des mouvements sociaux d'une telle ampleur. Les familles s'effritent, les unions se désintègrent. Les adolescents, privés de soutien moral, quittent l'école, lorsqu'ils ont eu la chance d'en approcher une ; sans éducation, ils ne peuvent pas trouver d'emploi et n'ont d'autre choix que d'errer dans les rues, abandonnés et oubliés de tous. Sevrés d'amour, trop tôt et sans y être pour rien, ces jeunes se retrouvent matériellement et

moralelement livrés à eux-mêmes. Leur « foyer » se situe quelque part entre un arrêt d'autobus, une place de marché et le coin d'un quelconque bidonville.

Ce triste tableau n'a rien de bien nouveau, mais depuis quelques années, avec l'explosion urbaine, il prend des proportions inquiétantes. Naturellement, on dispose de fort peu de statistiques concernant les jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni employés, ni placés dans les maisons de correction. Néanmoins, on estime que dans les pays en développement, les enfants et les jeunes qui se trouvent dans cette situation ne sont pas moins de 70 millions, et leur nombre augmente rapidement. Les pays en développement ne sont pas les seuls concernés ; il y aurait en permanence dans les rues de New York quelque 20 000 enfants fugueurs ou jeunes démunis. Le même problème commence à se poser, avec plus ou

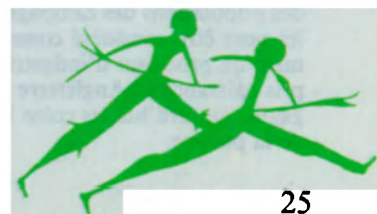




Photo © Maureen Fenelli, Toronto, Canada



Photo © Jeunesse ouvrière catholique, Kigali

Fondé par le père franciscain Bruce Ritter, Covenant House est une institution internationale d'aide à l'enfance dont le programme pour les « Moins de 21 ans » permet de secourir les enfants abandonnés ou les jeunes fugueurs. Plusieurs centres d'accueil provisoire ont été créés à New York, Houston, Boston et Toronto, et un foyer permanent a été ouvert à Antigua (Guatemala). Ci-dessus, un jeune homme s'entretient avec une conseillère du programme pour les « Moins de 21 ans » du centre Covenant House de Toronto.



Photo © Tous droits réservés

► moins d'acuité, dans un grand nombre de villes des pays industrialisés touchées par le chômage et la pénurie de logements.

La rue est donc devenue un milieu hostile et dangereux, où sévissent la drogue, la violence et la prostitution. On aurait pourtant tort de croire qu'il en a toujours été ainsi.

Dans le pourtour de la Méditerranée, la rue était de tous temps le prolongement naturel du foyer, et faisait office d'aire de jeu, d'échange et d'apprentissage. Mais dans les cités modernes, industrialisées ou non, la rue est devenue un terrain anonyme, indéfini et neutre, sans règles sociales ni codes de conduite, livré à la loi de la jungle, où le bien et le mal se confondent et où seuls les plus forts survivent. La rue est le domaine du présent ; le passé s'y annule et tout le monde y est logé à la même enseigne.

Les chemins qui y conduisent sont multiples. Aucun jeune n'y est abandonné pour une raison particulière. Quelles que soient les causes apparentes de cet abandon, dans les pays en développement elles se ramènent toujours aux tensions sociales complexes que créent les migrations urbaines. L'exode des populations des campagnes vers les villes peut être considéré comme l'aboutissement du processus d'industrialisation qui a pris naissance en Angleterre au 18^e siècle et gagne aujourd'hui les coins les plus reculés de la planète.

Aimeriez-vous vivre dans un bidonville ? Il est possible que non. Mais pour beaucoup de familles rurales, qui ne tirent de la terre qu'une maigre subsistance, la réponse est oui. Les médias leur montrent ce que peut offrir le monde moderne, et de cette manne, elles veulent leur part, si ce n'est pour elles, du moins pour leurs enfants.

Les conséquences de ce choix sont souvent désastreuses pour l'union des familles ; les époux mécontents désertent le foyer et sont remplacés par une succession de « pères adoptifs » qui ne se soucient aucunement du bien-être, voire de la subsistance des enfants. Vers l'âge de dix ans, parfois même avant, ceux-ci sont envoyés à la rue pour y « travailler ». Dans certaines villes en crise, plus de la moitié des mères de familles sont seules. En revanche, dans les communautés rurales étroitement unies, où la charge de l'éducation des enfants revient traditionnellement à l'ensemble de la parenté, ceux dont la famille biologique est brisée, pour quelque raison que ce soit, ne sont jamais abandonnés à leur sort mais pris spontanément en charge durant leur enfance et leur adolescence par tout un réseau de proches ou de parents. Mais aujourd'hui, même en Afrique, continent rural par excellence, cette tradition vacille sous le choc de la société de consommation.

Il est fréquent que les pouvoirs publics se

voilent la face devant ce problème malaisé à résoudre. Les jeunes qui traînent dans les rues sans ressources apparentes sont considérés comme des délinquants en puissance, quand ils ne passent pas déjà pour tels, et sont donc les cibles toutes désignées de rafles périodiques. Leur malheur vient peut-être en partie du fait qu'ils n'inspirent pas la compassion. Encore enfants, ils donnent le sentiment d'avoir besoin d'une protection physique et morale, mais quelques années plus tard, ce sont des voyous, et c'est la société qui semble devoir s'en protéger. Le sort que leur réservent généralement les autorités est l'internement dans des établissements publics, qui peuvent difficilement se substituer à une véritable famille, car comment pourrait-on nouer des liens affectifs avec une institution ?

Plus souple, le secteur non gouvernemental a su mieux s'adapter à la difficulté. De nombreuses ONG (organisations non gouvernementales) ont déployé dans ce domaine des trésors d'imagination et de dévouement. Il n'est que de citer, à titre d'exemple, le projet *Bosconia — La Florida* à Bogotà (Colombie), une ville où des gamins coriaces mènent dans la rue une vie dont nul n'ignore la précarité. Fondé par une congrégation salésienne, ce projet a permis de mettre au point toute une méthode pour réinsérer graduellement les

A Kigali, la capitale du Rwanda, un comité de la Jeunesse ouvrière catholique a créé, sous le parrainage des autorités diocésaines, un projet qui vise à aider les jeunes de 14 à 25 ans venus de la campagne à se procurer un logement, une formation, du travail et des loisirs sains, à développer leur sens de la solidarité et du respect de soi, ainsi qu'à stimuler la création de petites industries locales. La formation qui leur est dispensée comporte notamment des cours d'alphabétisation, de menuiserie, de couture, de comptabilité et de mécanique (à gauche).

Photo © Undugu Society of Kenya, Nairobi



Fondé en 1972 à Dhaka (Bangladesh), l'UCEP (Underprivileged Children's Educational Programme — Programme d'éducation des enfants déshérités) touche quelque 14 000 enfants dans 4 villes du Bangladesh et du Népal. A droite, un élève d'un centre technique de l'UCEP au Bangladesh.

Photo © UCEP, Dhaka



Le Adharashram Community Development Center (Centre de développement communautaire d'Adharashram), qui n'était au départ qu'un petit dispensaire pour enfants ouvert en 1955 par un médecin et son épouse, est devenu un centre de protection, d'enseignement et de formation pour les femmes et les enfants déshérités, venus pour la plupart des bidonvilles qui ont proliféré autour de la ville industrielle de Nashik, non loin de Bombay. Aujourd'hui, cet établissement accueille 116 jeunes, essentiellement des fillettes, dont la moitié ont entre 5 et 12 ans. A gauche, un spectacle donné par les pupilles du centre.

jeunes garçons dans la société. Ceux-ci se voient témoigner un respect et une amitié véritables, et réussissent, grâce à des thérapies de groupe, à s'épanouir et à acquérir la volonté de s'en sortir. Les qualités qui leur avaient permis de survivre dans la rue, comme la loyauté et la débrouillardise, sont mises au service d'une sorte de « République » autonome, une organisation sociale dont ils ont l'entière responsabilité. Le projet a débouché sur une véritable entreprise commerciale, *Industrias Bosconia*, qui fabrique des panneaux solaires et se suffit largement à elle-même sur le plan financier.

On s'efforce actuellement de faire la synthèse de toutes ces expériences novatrices du secteur non gouvernemental dans le cadre d'un *Programme inter-ONG pour les enfants et les jeunes de la rue*, dû à l'initiative de neuf organisations, à la fois laïques et religieuses. Leur but est, d'une part, de montrer aux autorités et aux institutions compétentes ce qui peut être fait, et, d'autre part, de constituer un réseau d'agents de terrain dans le monde entier, ainsi que d'organiser une série de réunions régionales à Abidjan, Bogotá et New Delhi durant l'Année internationale de la jeunesse. Le cas du Brésil, où le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (l'Unicef) est particulièrement actif, offre peut-être le meilleur exemple du rôle capital que peuvent jouer un tel

échange d'information et un tel travail de sensibilisation. Les problèmes qui se posent dans ce pays sont uniques par leur ampleur et leur gravité, mais on en est si bien conscient qu'un mouvement de solidarité s'y ébauche à l'échelle nationale. A l'heure actuelle, 243 projets sont en cours dans les collectivités, et la plupart bénéficient d'un soutien officiel.

A la longue, il est probable que les gouvernements finiront par réduire leur soutien aux projets individuels pour se consacrer davantage à la mise en œuvre de stratégies préventives, dont les multiples composantes restent à définir. Car on ne sait toujours pas pourquoi il y a plus de jeunes à la rue dans certaines communautés que dans d'autres. Les responsables des politiques de développement commencent à peine à en considérer les effets sur le groupe familial dans son ensemble, plutôt que sur chacun de ses membres. Paradoxalement, c'est justement à l'heure où la famille est le plus menacée, que l'on en découvre à nouveau les vertus. La famille redeviendra un jour le fondement essentiel du progrès dans une société saine, un partenaire à part entière et non plus un simple instrument de l'Etat. ■

MERRICK FALL, du Royaume-Uni, est Secrétaire exécutif du Programme Inter-ONG « Enfants et jeunes de la rue », à Genève.

Fondée par Arnold Krol, un Père Blanc, la Undugu Society of Kenya (« undugu » signifie fraternité) s'efforce de venir en aide aux jeunes garçons de 10 à 14 ans des bidonvilles de la banlieue de Nairobi (Kenya), qui vivent et dorment dans les rues du centre de la ville, en leur offrant un minimum d'éducation de caractère essentiellement pratique. De plus, dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté, des programmes ont été créés à l'intention des femmes, qui reçoivent, entre autres, des cours d'alphabétisation, des conseils d'hygiène et de soins aux enfants, ainsi que des leçons de coupe et de couture (ci-dessus).





Afrique : le fossé des générations

par Boubakar Ly

L'UNE des caractéristiques principales de la société africaine, comme de la grande majorité des sociétés du tiers monde, est le rythme de croissance de sa population : si l'on en juge par les diverses estimations qui ont été faites, elle pourrait doubler d'ici à la fin du siècle. Le résultat de cette tendance démographique est que la population africaine est très jeune.

La prédominance des jeunes, tant dans les régions rurales que dans les quartiers populaires des grandes villes, pose le problème de leur intégration dans la société. Une bonne intégration de la jeunesse suppose une bonne intégration des différentes institutions qui la concernent, ou, inversement, sa participation au bon fonctionnement de l'ensemble. Or, tel n'est pas le cas dans la société africaine, qui est en crise

Beaucoup de jeunes Sénégalais appartiennent aux M'Botai, des associations traditionnelles d'entraide sociale, économique et culturelle, dont les membres se regroupent en fonction de leur catégorie d'âge, leur appartenance ethnique, leurs liens amicaux, leur intérêt pour une activité quelconque, ou simplement pour le plaisir d'être ensemble. Tant dans les villes que les campagnes, les M'Botai manifestent leur solidarité au moment des naissances, des mariages et des décès, et contribuent au financement des fêtes et à la gestion des greniers collectifs. Ci-dessous, un groupe de M'Botai au cours d'une réunion de travail.

d'une manière générale et plus particulièrement dans son rapport avec la jeunesse.

La forte migration des campagnes vers les villes touche davantage les jeunes, qui dans tous les pays africains comme la plupart des pays du tiers monde, ont naturellement tendance à se rendre dans les zones urbaines, quelle que soit leur importance, et notamment dans les zones d'emploi salarié (mines, plantations).

Dans les pays du Sahel, ce phénomène, qui remonte à la période coloniale et à l'intégration de ces pays au système économique international, s'est amplifié en raison d'accidents climatiques tels que la sécheresse. Partout, les migrations, qui étaient nettement temporaires, ont tendance à devenir définitives. Il s'y ajoute de forts courants d'émigration, intéressant encore une fois les jeunes, en direction des pays industrialisés, et plus particulièrement vers les pays occidentaux. Le résultat en est que les campagnes se dépeuplent et que, de plus en plus, n'y restent que les femmes adultes, les enfants et les vieillards.

Tout se passe comme si les jeunes étaient condamnés dès le départ par ce qui se présente à eux comme une nécessité inéluctable et qui apparaît à l'analyse comme le résultat d'un certain nombre de facteurs, dont les plus importants sont d'ordre économique, social et culturel.

Parmi les causes économiques, il convient de mentionner notamment les régimes fonciers qui, malgré les conditions propres à l'Afrique, sont facteurs d'inégalité sociale, l'irrégularité des rendements agricoles du fait des conditions climatiques et



Photo Georg Gerster © Rapho, Paris

des retards technologiques, et le regroupement des industries dans les centres urbains. Les causes sociales tiennent à l'inégalité des revenus individuels entre villes et campagnes, à la centralisation des activités sociales essentielles, et en particulier des activités politiques, au caractère limité de la participation des jeunes tant dans l'organisation que dans l'exécution des activités locales, au poids de l'administration et des structures de l'encadrement rural, à l'insuffisance des infrastructures : routes, électricité, eau, transports, hôpitaux, écoles, services de loisirs et d'information, en somme de tout ce qui peut rendre la vie au village suffisante à elle-même et contrebalancer l'attraction des villes.

Au plan culturel, il faut signaler le poids des coutumes et des valeurs traditionnelles fondées sur la collectivité, avec tout ce qu'elles comportent de contraintes pour l'individu, de référence permanente au



Photo © Le Soleil, Dakar



groupe dans la vie privée. La migration vers les villes est perçue parfois comme une libération, même si elle est rendue nécessaire par des conditions matérielles.

Les jeunes qui sont passés par le système d'enseignement y sont particulièrement sensibles. Ils constituent une part importante de la masse des migrants dans la mesure où ils ont plus de difficultés que les autres à se faire une place dans la société rurale, du fait même de leur instruction qui les rend incapables à vivre dans leur milieu.

Car l'école africaine, généralement inadaptée, se trouve dans l'impossibilité de jouer son rôle d'intégration de la jeunesse. Devant l'échec généralement admis du système scolaire moderne issu de la colonisation, des réformes ont été tentées un peu partout. Cependant, force est de reconnaître que les problèmes demeurent.

L'un de ces problèmes est la faiblesse de la scolarisation. Malgré d'importants

efforts et des déclarations de principe réitérées en de nombreuses occasions, beaucoup d'enfants restent exclus de toute scolarité. Dans certains cas, les taux de scolarisation ont même tendance à baisser. L'analphabétisme reste élevé chez les jeunes aussi bien que chez les adultes, malgré l'organisation de campagnes d'alphabétisation dans les langues nationales.

D'une manière générale, les taux de scolarisation sont moins élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. Les écoles y sont moins nombreuses et souvent si éloignées que les parents préfèrent garder leurs enfants, et surtout les filles, à la maison. Si le nombre des écoles est également limité en milieu urbain par rapport à la demande, qui est très forte, la situation y reste meilleure qu'en milieu rural.

Dans les deux cas, le système scolaire a pour caractéristique de produire des « laissés pour compte », de rejeter un certain ►

Ci-dessus, de jeunes Maliens traversent le Niger avec leurs troupeaux. Au Mali, les moins de 25 ans constituent plus de 50 % de la population. Les jeunes ruraux de la même catégorie d'âge appartiennent aux « Ton », des associations traditionnelles qui se chargent de certains travaux agricoles ou d'autres tâches d'utilité collective. Le « Ton-ci », activité au caractère éminemment culturel, apprend aux jeunes le respect du groupe, la solidarité et l'entraide, et les prépare à la vie dans la communauté.





► nombre de jeunes. En effet, sur ceux qui y sont admis, très peu vont jusqu'au bout de leur scolarité, notamment dans les campagnes, où rares sont ceux qui dépassent le niveau des classes élémentaires

Par ailleurs, l'école reste coupée de son véritable milieu culturel, de sorte qu'elle perpétue dans l'esprit des jeunes une situation d'aliénation, aggravée par le fait que le processus de leur socialisation, en particulier par la famille, se situe sur un registre différent. L'école place le jeune dans un milieu qui se caractérise par une intellectua- lité, une abstraction et un anonymat qui s'opposent à la personnalisation, la singularité et l'affectivité propres à la famille.

L'usage d'une langue autre que la langue maternelle fait du passage de la famille à l'école une situation souvent vécue sur un mode dramatique, porteuse de traumatismes qui se traduisent par des échecs scolaires. Cette dualité de la langue et du milieu culturel rend difficile, parfois impossible, l'expression de celui-ci par celle-là, une ambiguïté que reflètent les programmes scolaires, les manuels et les textes, incapables de rendre dans une langue étrangère une réalité vécue, reflétant la spécificité d'une culture.

Dans ces conditions, les enfants, ne comprenant ni les langues, ni les modèles culturels qu'elles véhiculent, multiplient facilement les échecs. Ajoutons que les programmes d'enseignement ne tiennent aucun compte des particularités de l'environnement historique, géographique ou social dans lequel l'école est implantée.

L'école n'assure pas non plus la formation professionnelle, et les institutions prévues pour cela sont insuffisantes, peu adap-

tées aux besoins des différents secteurs de la production. Les jeunes ont du mal à s'intégrer dans des systèmes économiques qui tournent non pas pour accroître le potentiel et la richesse des pays, mais en fonction des rôles particuliers qui leur sont dévolus dans le cadre de la division internationale du travail, rôles hérités de la colonisation. Les crises mises à part, cette situation est par essence génératrice de sous-emploi et de chômage, deux dimensions importantes de la vie des jeunes Africains.

Les ruraux frappés par le sous-emploi en raison du caractère saisonnier de leur activité, sont contraints à l'exode. Les jeunes du milieu urbain sont confrontés au problème du chômage, qui frappe aussi bien les illettrés que ceux qui ont reçu une instruction, quel qu'en soit le niveau. Car un fait nouveau est apparu dans la vie des sociétés africaines : le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur. Ce phénomène est plus que tout autre révélateur du marasme de l'emploi.

Dans la République du Niger, la Samaria (de Samari, qui signifie « jeune » en haoussa) était à l'origine une organisation villageoise qui regroupait tous les jeunes sous l'autorité d'un Sarkin Samari (littéralement « Chef des jeunes »), lequel leur assignait les tâches à exécuter. De nos jours, la Samaria est l'organisation nationale de la jeunesse nigérienne. Ses membres prennent part à de nombreux projets de développement, notamment dans les domaines du reboisement, de la lutte contre la désertification et de la construction d'écoles (à gauche).

La tradition séculaire du Naam au Burkina-Faso (anciennement la Haute-Volta) reposait sur l'égalité et le partage du travail au profit de l'ensemble de la collectivité. Aujourd'hui, le mouvement Naam connaît un renouveau. Devenu une organisation de production communale fermement enracinée dans le système social et culturel du village, il offre aussi aux jeunes une structure de formation et le moyen d'assumer davantage de responsabilités. Depuis 1966, plus d'un millier de groupements Naam ont été constitués. Ils rassemblent généralement les jeunes gens et les jeunes filles d'un même village ou d'une même région. Leurs membres contribuent au développement de leur communauté notamment en cultivant la terre, creusant des puits ou élevant de petits barrages. A droite, un groupe Naam creuse un étang dans la région de Yatenga.

Côte à côte, jeunes et vieux travaillent la terre dans un des villages communaux Ujamaa de la République-Unie de Tanzanie (voir page 22).



Photo © Ministère de l'information de la République du Niger



Photo Jack Lung - Unicef

Le problème de l'emploi n'est pas seulement quantitatif, il est aussi qualitatif. Car la qualité des emplois offerts aux jeunes se répercute directement sur leur participation à la vie de la société. La jeunesse paysanne travaille dans des conditions d'une difficulté telle, qu'elle est contrainte de venir grossir, en milieu urbain, cette masse flottante et improductive du secteur informel, qui vit d'expédients et fournit le gros de ses effectifs à la délinquance.

La jeunesse ouvrière, constituée d'autant de filles que de garçons occupant des emplois non qualifiés, participe à un travail productif dont les tenants et les aboutissants lui échappent. Elle constitue au sein de la classe ouvrière une masse soucieuse simplement d'assurer sa subsistance dans n'importe quelles conditions, exclue d'un pouvoir de décision réservé à une minorité étrangère et travaillant suivant des normes qu'elle n'a pas choisies, pour des objectifs souvent contraires aux intérêts du développement et détournés au profit de certains.

Les jeunes employés et cadres du secteur administratif et commercial se sentent également frustrés de tout pouvoir de participation et de décision. Ils en conçoivent un profond découragement et le sentiment de leur inutilité finit par dépasser le cadre de leur travail. Dans l'administration, cela se traduit par un laisser-aller et un manque de civisme porteurs de toutes sortes de déviations sociales.

Cette crise de la société s'accompagne d'une crise de la famille. Autrefois intégrée dans une structure de parenté plus large, de type patriarcal, elle a aujourd'hui tendance à se restreindre à la famille nucléaire, particulièrement en milieu urbain. Il en découle une sorte d'individualisation, d'affirmation de l'individu comme réalité sociologique. La disparition progressive du système patriarcal pose des problèmes d'autorité dans la famille et dans la société en général, où il cimentait l'ensemble des rapports sociaux. L'incompréhension règne entre jeunes et adultes, qui s'apprécient à partir

de contextes socio-historiques et de systèmes de valeurs différents. Néanmoins, ces conflits restent feutrés, car le respect de l'âge et des aînés constitue encore une donnée importante de la vie et de la psychologie africaines. L'adoption par les jeunes de valeurs étrangères et de principes libertaires n'entraîne pas de grande remise en question de l'ordre social et culturel, comme on en voit ailleurs.

Le manque de participation des jeunes est accentué par l'inexistence d'une conscience nationale africaine, c'est-à-dire d'un sentiment affectif d'identification et d'intégration à la société dans son ensemble. Son absence explique, entre autres, pourquoi les jeunes Africains ne se sentent pas concernés par la mobilisation pour le développement.

De quelque manière qu'on le prenne, le problème de la jeunesse africaine renvoie toujours à celui de la participation. La question qui se pose alors est de savoir comment faire pour responsabiliser la jeunesse et la mobiliser. Sur un plan général, il faudrait réorienter les stratégies de développement dans le sens d'une plus grande indépendance à l'égard du système économique international et de la réduction des inégalités sociales ; promouvoir une politique de développement rural ayant pour objectif la transformation des conditions de vie paysannes ; intervenir sur le marché du travail et les structures de l'emploi ; encourager la participation des collectivités de base aux plans de développement et transformer les structures de production en vue d'une plus grande participation des travailleurs aux processus de conception et de décision ; mettre sur pied des institutions de coopération pour l'organisation de la production, de l'habitat (à redéfinir tant dans les zones urbaines que rurales), de la santé, de l'éducation et des loisirs.

En ce qui concerne plus particulièrement la jeunesse, il faudrait généraliser l'instruction et réformer les systèmes d'enseignement dans le sens d'un enracinement aux réalités nationales, d'une plus grande attention au milieu et d'une meilleure adéquation aux structures productives et à l'emploi, et y introduire des méthodes pédagogiques moins sélectives, qui responsabilisent davantage les jeunes. Cette responsabilisation doit intervenir à tous les niveaux de la société : il convient d'encourager les jeunes à prendre en charge leurs propres organisations et à en fixer eux-mêmes les objectifs, tout en restant dans la ligne de la stratégie globale de développement de la société. Il faudrait aussi développer davantage leur sentiment d'appartenance à la communauté et leur créativité, leur esprit d'initiative et leur sens critique. ■

BOUBAKAR LY, éducateur sénégalais, est Maître assistant de sociologie à l'université de Dakar. Il est l'auteur de nombreuses études sociologiques sur les institutions africaines. Le présent article est tiré d'une communication faite au Séminaire international « Jeunesse, population et développement dans le tiers monde », organisé par les Nations Unies à Bucarest en juin 1984.



Photo Murray-Lee - Unicef





La plus précieuse source d'énergie de la Chine

par Tang Ruoxin

LA jeunesse, qui est l'élément le plus dynamique, le plus réceptif et le plus vigoureux des sociétés modernes, porte en elle l'avenir de l'humanité. Elle en est la « source d'énergie » la plus précieuse et le moteur qui la pousse en avant. D'elle dépend la direction que prendra le monde au vingt et unième siècle.

Mais la jeunesse a deux visages. Si d'un côté, elle est toujours la première à rompre avec des coutumes et des traditions qui n'ont plus leur raison d'être, et à se mesurer courageusement à toutes sortes de fléaux sociaux chroniques, de l'autre, elle peut par sa naïveté, son impatience et son insoumission perturber la vie quotidienne et faire obstacle au développement social.

En tant que catégorie sociale, la jeunesse est largement majoritaire. En Chine, plus de 60 % de la population a moins de 30 ans, et près de 75 % moins de 35 ans. Les jeunes y représentent 50 % de la main-d'œuvre industrielle. Un accroissement analogue de la proportion des jeunes dans la population est prévu un peu partout dans le monde, et surtout dans les pays en développement.

Les valeurs de la jeunesse évoluent rapidement dans le monde moderne. En Chine, les jeunes d'aujourd'hui montrent beaucoup plus d'assurance et de confiance en eux que leurs aînés il y a vingt ans. Plus indi-

vidualistes, ils sont aussi fort désireux de mettre leur génie créatif au service du progrès social.

Il y a deux raisons à cela, la première étant l'extension des connaissances scientifiques. Les jeunes Chinois sont aujourd'hui dix fois plus nombreux à recevoir une éducation supérieure qu'il y a vingt ans, et ils mettent toute leur passion à faire avancer la science et le progrès. Les statistiques montrent que plus de 90 % des jeunes travailleurs ont reçu une éducation primaire, et que même dans les régions rurales où le système d'enseignement est relativement peu développé, le niveau d'instruction des jeunes paysans s'est considérablement élevé.

En second lieu, la tourmente dans laquelle était plongée la société chinoise s'étant apaisée, une politique de réformes a

« Depuis des milliers d'années, l'agriculture est considérée en Chine comme le secteur le plus noble de l'emploi. Il y a donc là un sérieux obstacle psychologique à lever pour que les jeunes acceptent de s'employer dans les secteurs du commerce ou des services. De grands efforts ont été déployés pour les en persuader... »

pu être adoptée. Le gouvernement chinois s'emploie activement à stimuler l'économie du pays, offrant ainsi aux jeunes la possibilité de laisser libre cours à leurs capacités créatrices et à leurs talents.

L'évolution du système des valeurs se traduit aussi par un changement des structures de consommation. Le mode de vie des jeunes gens, leur manière de se nourrir, de s'habiller, de se déplacer et de se loger, ainsi que leurs passe-temps et leurs centres d'intérêt, ont considérablement changé. La tendance générale est un accroissement sensible de la consommation, ce qui, en Chine comme dans d'autres pays en développement, aura certainement une grande incidence sur le développement économique. Un sondage récent montre que la vente des articles de qualité en Chine s'est multipliée par 50 en 20 ans, et que 70 % de leurs acquéreurs sont des jeunes.

L'emploi des jeunes est devenu un problème pour tous les pays, et la Chine, vu l'importance de sa population, ne fait pas exception à la règle. Les jeunes nés dans les années soixante commencent à affluer sur le marché du travail, et leur absorption présente bien des difficultés pour le gouvernement chinois. On estime que 230 millions d'individus viendront gonfler, dans les vingt prochaines années, les effectifs de la

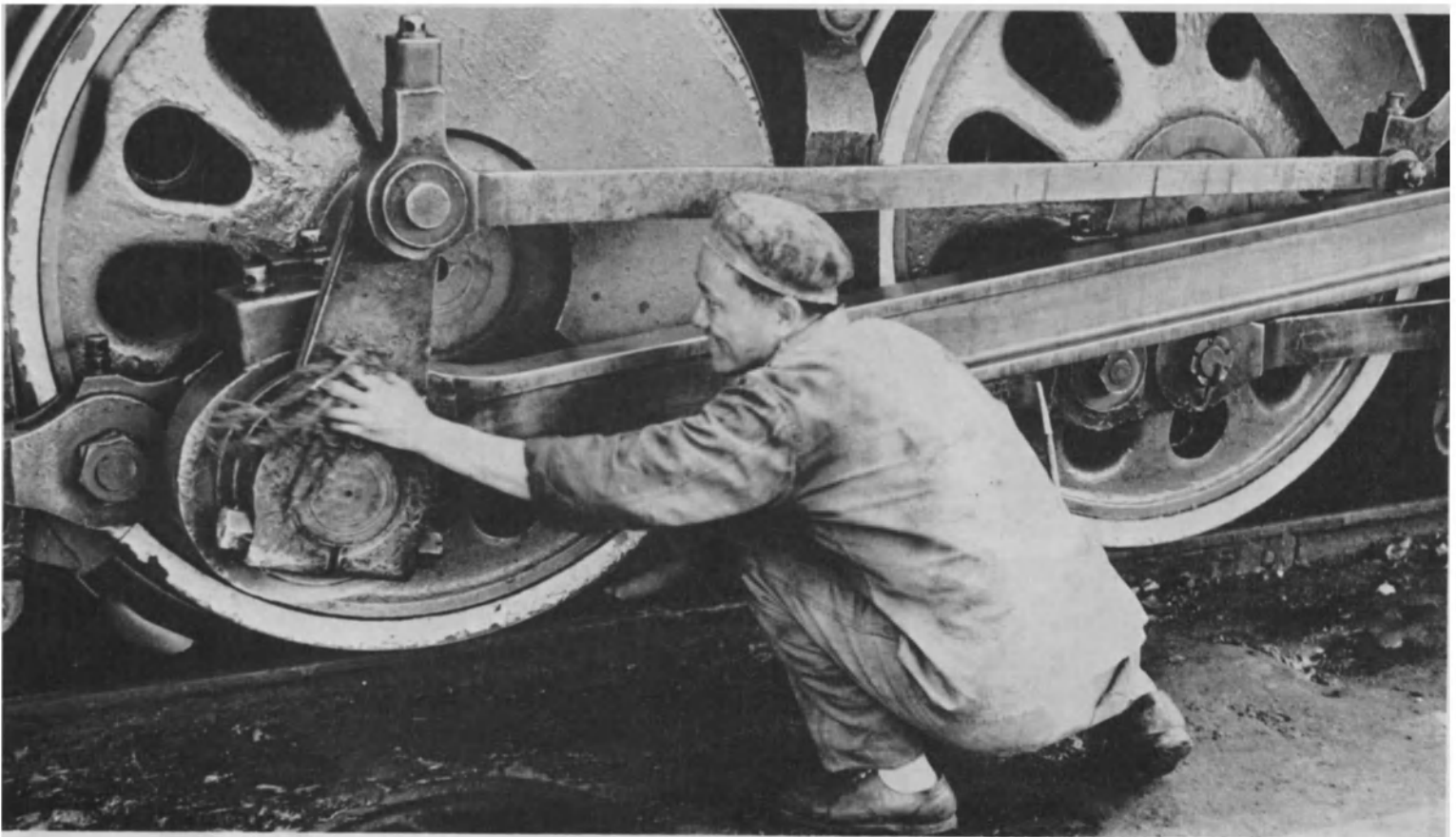


Photo © Edition chinoise du Courrier de l'Unesco



population active, lesquels dépasseront les 600 millions avant la fin du siècle.

Les spécialistes qui se sont penchés sur la question ces dernières années, en collaboration avec des économistes, des sociologues et des pédagogues, ont proposé que l'on laisse aux jeunes la liberté de rechercher eux-mêmes des emplois, et avancé plusieurs suggestions quant à la manière de leur offrir plus de débouchés. Grâce à ces propositions et aux réformes économiques engagées par l'Etat, la solution du problème de l'emploi des jeunes se présente sous un jour plus favorable. Depuis 1980, quelque 50 millions d'entre eux ont trouvé du travail.

Le développement économique de la Chine exige que la qualité de sa main-d'œuvre soit rapidement améliorée. D'après une enquête, les jeunes travailleurs en Chine, bien que plus qualifiés que leurs aînés, sont encore loin d'atteindre le niveau requis par la révolution scientifique et technologique mondiale. Il faudrait donc généraliser davantage l'éducation, en relever le niveau, améliorer la formation professionnelle et perfectionner les stages pédagogiques. Une étude effectuée dans deux entreprises de la ville de Suzhou a révélé que les travailleurs qui ont reçu une formation ont une capacité d'adaptation et un esprit d'initiative plus développés que les autres, et que leur rendement est supérieur de 16,5 %.

Les spécialistes des questions afférentes à la jeunesse ont également signalé que pour assurer le succès de la réforme et de la réorientation du système économique, il convenait d'amener les jeunes, à travers l'enseignement, à modifier leur attitude traditionnelle à l'égard du travail. Depuis des milliers d'années, l'agriculture est considérée en Chine comme le secteur le plus noble de l'emploi. Il y a donc là un sérieux obstacle psychologique à lever pour que les jeunes acceptent de s'employer dans les secteurs du commerce ou des services. De grands efforts ont été déployés pour les persuader

« La jeunesse, qui est l'élément le plus dynamique, le plus réceptif et le plus vigoureux des sociétés modernes, porte en elle l'avenir de l'humanité... D'elle dépend la direction que prendra le monde au vingt et unième siècle. »

que tous les emplois se valent et ne font, socialement, aucune différence.

La délinquance juvénile est un autre phénomène de société commun à beaucoup de pays et qui mérite de faire l'objet d'études scientifiques approfondies. Depuis les années 70, la délinquance juvénile pose des problèmes de plus en plus graves à la Chine. En 1983, le taux de criminalité des adolescents se chiffrait à 9 pour 10 000. Certes, ce chiffre n'est pas très élevé, mais il n'en reste pas moins que 75 % des délits commis dans le pays sont imputables à des jeunes, soit dix fois plus que dans les années 50.

La société ne peut affronter un problème de cette ampleur qu'en mobilisant toutes ses ressources. En Chine, les services publics sont responsables de la coordination des activités sociales dans tous les secteurs. Ainsi, les services de recherche sont chargés des enquêtes sociales et des études de cas, jouent un rôle consultatif et collaborent étroitement avec les autorités judiciaires et les organismes sociaux, comme les associations de quartier et la Ligue de la jeunesse.

Les services de sécurité publique et les tribunaux se chargent de la répression des délits et de l'application de la loi, ainsi que du redressement des délinquants dans les centres d'études et de travail surveillés.

Les associations de quartier et la Ligue de la jeunesse ont un rôle de prévention et de rééducation à jouer. Elles s'efforcent en premier lieu de repérer les délinquants potentiels et d'intervenir avant qu'ils n'enfreignent la loi. Elles suivent également ceux qui rentrent chez eux après avoir purgé une peine de prison et veillent à prévenir

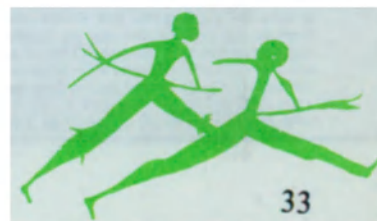
toute récidive, notamment en leur accordant un traitement préférentiel en matière d'éducation et d'emploi, de façon à les encourager à rester dans la légalité. Toutes ces mesures ont permis dans une large mesure de réduire la délinquance juvénile et de préserver l'ordre public.

Dans leurs recherches sur la jeunesse, les spécialistes s'attachent aussi aux facteurs physiques et psychologiques qui lui sont propres. Ils se sont aperçus, par exemple, que les jeunes Chinois atteignent la maturité physique deux ou trois années plus tôt qu'il n'y a vingt ans, ce qui n'est pas sans entraîner des conséquences importantes sur les plans économiques et politique, ainsi que dans les domaines de la justice et de l'enseignement.

La jeunesse est une période de croissance physique et de maturation sexuelle rapides, une période d'instabilité émotionnelle qui peut se traduire par des réactions irrationnelles. Aussi, les recherches menées en Chine sur la jeunesse visent-elles de manière spécifique à favoriser l'épanouissement intellectuel et affectif des jeunes, ainsi qu'à développer leur maîtrise d'eux-mêmes.

Reste à adapter le système d'enseignement aux nouveaux besoins des jeunes, une tâche importante au service de laquelle il convient de mettre toutes les ressources de la science, si l'on veut donner aux nouvelles générations les moyens de relever les défis du vingt et unième siècle. ■

TANG RUOXIN, de Chine, est responsable de l'Institut de recherches sur la jeunesse, dépendant de l'Académie chinoise des sciences sociales, et rédacteur en chef adjoint de la série de publications Vers l'avenir.





La trêve des enfants

par Hélène Ahrweiler



Photo © Felix Tinhes Jaramillo, Bogotá

LA protection des enfants engagés dans des conflits armés nationaux ou internationaux a certes déjà fait l'objet de textes précis, par exemple de l'Organisation des Nations Unies ou de la Croix-Rouge, mais le plus souvent ceux-ci ne sont pas appliqués, les conflits n'étant pas déclarés ouvertement, la guerre s'avantant masquée.

Et l'on a pu voir à l'œuvre des parachutistes militaires de 13 ans, des déminages effectués par des enfants de 10 ans, et des enfants de 7 ans participant à des actions terroristes.

Peut-être d'obscures et lointaines raisons, qui seraient justiciables d'une psychanalyse, nous empêchent-elles de prendre hardiment position sur l'endoctrinement des enfants en vue de les préparer mentalement à la guerre, sur leur entraînement paramilitaire, sur leur exploitation pour des travaux de défense, sur leur enrôlement dans les troupes combattantes, voire leur emploi massif en première ligne dès l'âge de dix ans.

Car la militarisation n'est pas un fait nouveau.

Dans les premiers temps de l'Occident chrétien, par exemple, souvenons-nous des croisades des enfants, dont une des causes était probablement l'explosion démographique. Ainsi, en 1212, 20 000 enfants de France, certains âgés de huit ans à peine, gagnèrent Marseille pour atteindre la Terre Sainte. Ils furent embarqués sur sept vaisseaux dont deux sombrèrent : les cinq navires qui restaient se retrouvèrent à Bougie (l'actuelle Bejaia) et à Alexandrie où les enfants survivants furent tous vendus comme esclaves. D'autres croisades d'enfants partirent d'Italie, des Flandres, des pays du Rhin.

À côté des droits de l'homme, il nous semble que le moment est venu de préciser de façon plus détaillée les droits des enfants.

En novembre 1959, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une « Déclaration des droits de l'enfant » en dix points. Mais la résurgence de la militarisation des enfants et son ampleur, qui se traduit par un nombre considérable d'enfants tués, handicapés ou prisonniers, et par l'existence de tout un pan de la jeunesse du monde qui grandit au cœur de la violence, appelle de nouvelles mesures.

La communauté internationale a été mobilisée par l'Unesco pour la protection des monuments historiques, c'est-à-dire du patrimoine culturel. Il serait sage qu'elle se mobilisât aussi pour la protection des enfants, c'est-à-dire pour le patrimoine humain.

Deux mesures simples devraient inspirer en priorité les conventions à venir :

a) Interdiction de l'enrôlement de tous les enfants de moins de 16 ans pour quelque cause que ce soit.

b) Reconnaissance du droit à l'éducation, impliquant l'évacuation des écoles et des enfants des zones déstabilisées pour quelque raison que ce soit.

À l'instar de la « trêve des blessés », instaurons la « trêve des enfants », puisque ceux-ci, comme les blessés, sont éminemment vulnérables. « Le monde, écrivait l'écrivain français Georges Bernanos (1888-1948) dans *Les grands cimetières sous la lune* (1938), va être jugé par les enfants ».

Voici qu'aujourd'hui les grands cimetières sous la lune sont aussi des cimetières d'enfants.

N'oublions pas non plus cette autre phrase de Bernanos : « Béni soit celui qui a préservé du désespoir un cœur d'enfant... ».

HELENE AHRWEILER, née à Athènes, est depuis 1982 Recteur de l'Académie de Paris et Chancelier des Universités de Paris.

Ventes et distributions :

Unesco, PUB/C, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris. Belgique : Jean de Lannoy, 202, avenue du Roi, Bruxelles 6. Reproduction sous forme de microfiches : 150 francs (1 an).

Abonnement

1 an : 68 francs français. 2 ans (valable uniquement en France) : 120 francs français. Reliure pour une année : 52 francs. Paiement par chèque bancaire, mandat, ou CCP 3 volets à l'ordre de : l'Unesco.

Bureau de la Rédaction :

Unesco, 7 place de Fontenoy, 75700 Paris, France. Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du *Courrier de l'Unesco* », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le *Courrier de l'Unesco* expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles

et les légendes des photos sont de la rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

Rédacteur en chef adjoint : Olga Rödel

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Rédacteurs :

Edition française : Alain Lévêque
Neda el Khazen (Paris)

Edition anglaise : Howard Brabyn
Roy Malkin (Paris)

Edition espagnole : Francisco Fernandez-Santos
Jorge Enrique Adoum (Paris)

Edition russe : Nikolai Kouznetsov (Paris)

Edition arabe : Sayed Osman (Paris)

Edition allemande : Werner Merkli (Berne)

Edition japonaise : Seiichiro Kojima (Tokyo)

Edition italienne : Mario Guidotti (Rome)

Edition hindie : Rajmani Tiwari (Delhi)

Edition tamoule : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Edition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)

Edition persane : Hossein Razmdjou (Téhéran)

Edition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)

Edition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Edition turque : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Edition ourdoue : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)

Edition catalane : Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Edition malaise : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Edition coréenne : Paik Syeung-Gil (Séoul)

Edition kiswahili : Domino Rutayebesibwa

(Dar-es-Salaam)

Editions croato-serbe, macédonienne, serbo-croate,

slovène : Vitomir Sudarski (Belgrade)

Edition chinoise : Shen Guofen (Pékin)

Edition bulgare : Goran Gotev (Sofia)

Edition grecque : Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Edition cinghalaise : S.J. Sumanasekera Banda

(Colombo)

Edition finnoise : Marjatta Oksanen (Helsinki)

Edition suédoise : Inger Raaby (Stockholm)

Edition basque : Gurutz Larrañaga (San Sebastián)

Editions braille : Frederick H. Potter (Paris)

Documentation : Christiane Boucher

Illustration : Ariane Bailey

Maquettes : Georges Servat

Promotion-diffusion : Fernando Ainsa

Projets spéciaux : Peggy Julien

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef.

Les publications de l'Unesco et la jeunesse

Livres

L'articulation de l'éducation scolaire et de la formation extrascolaire. Problèmes relatifs au développement coordonné de l'éducation scolaire et non scolaire

par Pierre Furter
84 p. 22 FF

L'éducateur et l'approche systémique. Manuel pour améliorer la pratique de l'éducation

228 p. 60 FF

L'éducation constructive des enfants

par W. D. Wall
348 p. 80 FF

Faits, idées, activités. Les jeunes face à un nouvel ordre économique international

par Barbara Brühl Day
101 p. 20 FF

La famille, premier milieu éducatif. Choix de textes sur l'économie familiale

77 p. 12 FF

Institutions et services de jeunesse : formes actuelles et évolution

61 p. 8 FF

La jeunesse dans les années 80

339 p. 60 FF

Jeunesse et travail. L'incidence de la situation économique sur l'accès des jeunes à l'éducation, la culture et le travail

174 p. 20 FF

Les problèmes mondiaux à l'école

70 p. 12 FF

Les programmes nationaux de jeunesse en Afrique axés sur l'emploi : situation, problèmes et perspectives

63 p. 12 FF

Réflexion sur le développement futur de l'éducation

314 p. 80 FF

Revues

Le Courrier de l'Unesco

Education : les perspectives

N° 5, 1983. 7 FF

Education : stratégies

N° 8, 1983. 7 FF

Perspectives

Apprendre et travailler

N° 4, 1982. 20 FF

Langue maternelle et rendement scolaire

N° 49, (1.1984). 20 FF

1985 Année internationale de la jeunesse

N° 50, (2.1984). 20 FF

Museum

Le rôle éducatif du musée

N° 144, (4.1984). 34 FF

France : En vente dans les librairies universitaires ou à la Librairie de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris et par correspondance en joignant votre règlement par chèque bancaire, mandat ou CCP 3 volets libellé à l'ordre de l'Unesco.

Autres pays : Consulter notre agent de vente (voir liste).

Comment obtenir les publications Unesco

Les publications de l'Unesco peuvent être commandées par l'intermédiaire de toute librairie. Dans chaque pays il existe un ou plusieurs libraires qui assurent le rôle de distributeurs nationaux (voir liste ci-dessous). A défaut, elles peuvent être obtenues par correspondance, au Siège de l'Organisation avec règlement joint par chèque libellé en une monnaie convertible ou sous forme de mandat poste international ainsi que de bons internationaux Unesco.

ALGÉRIE. ENAMEP, 20, rue de la Liberté, Alger
RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE. Mr. Herbert Baum Deutscher Unesco-Kurier Vertrieb, Besaltstrasse 57 5300 BONN 3.
ARGENTINE. Libreria El Correo de la Unesco EDILYR S.R.L. Tucumán 1685 1050 Buenos Aires
AUTRICHE. Gerold and Co., Graben 31, A-1011 Wien
BELGIQUE. Jean de Lannoy, 202, Avenue du Roi, 1060 Bruxelles, CCP 000-0070823-13 ; N.V. Handelmaatschappij Keesing, Keesinglaan 2-18, 21000 Durne-Antwerpen
RÉP. POP. DU BÉNIN. Librairie nationale, B.P. 294 Porto Novo ; Ets Kouidjo G. Joseph, B.P. 1530 Cotonou
BRESIL. Fundação Getúlio Vargas, Editora-Divisão de Vendas, Caixa Postal 9 052-ZC-02, Praia de Botafogo, 188 Rio de Janeiro RJ
BULGARIE. Hemus, Kantora Literatura, bd Rousky 6, Sofia
Librairie de l'Unesco, Palais populaire de la culture, 1000 Sofia
CAMEROUN. Librairie des Editions Clé, B.P. 1501, Yaoundé ; Librairie St-Paul, B.P. 763, Yaoundé ; Commission nationale de la République-Unie du Cameroun pour l'Unesco, B.P. 1600, Yaoundé ; Librairie « Aux messageries », avenue de la Liberté, B.P. 5921, Douala ; Librairie « Aux frères réunis », B.P. 5346, Douala. Buma Kor and Co., Bilingual Bookshop, Mvog-Ada, B.P. 727, Yaoundé ; Centre de diffusion du livre camerounais, B.P. 338, Douala.
CANADA. Editions Renouf Limitée, 2182, rue Ste Catherine Ouest, Montréal, Que H3H 1M7 ; Renouf Publishing Co Ltd., 61 Sparks Street, Ottawa, Ontario K1P 5A6
CHINE. China National Publications Import and Export Corporation, P.O. Box 88, Beijing
COMORES. Librairie Maswira 4, rue Ahmed Djoumou, B.P. 124, Moroni
RÉP. POP. DU CONGO. Librairie Maison de la presse, B.P. 2150, Brazzaville ; Commission nationale congolaise pour l'Unesco, B.P. 493, Brazzaville
RÉP. DE CORÉE. Korean National Commission for Unesco, P.O. Box central 64, Séoul.
CÔTE-D'IVOIRE. Librairie des Presses Unesco, Commission Nationale Ivoirienne pour l'Unesco, B.P. 2871, Abidjan.
CUBA. Ediciones Cubanas O'Reilly N° 407, La Habana.
DANEMARK. Munksgaard Export, OG Tidsskriftservice, 35 Norre Sogade, DK-1970 Kobenhavn K.
ÉGYPTE (RÉP. ARABE D'). National Centre for Unesco Publications, N° 1, Talaat Harb Street, Tahrir Square, Le Caire
ESPAGNE. MUNDI-PRENSA Libros S.A., Castelló 37, Madrid 1, Ediciones LIBER, Apartado 17, Magdalena 8, Ondárroa (Vizcaya) DONAIRE, Apto de Correos 341, La Coruña ; Libreria Al-Andalus, Roldana, 1 y 3, Sevilla 4. Libreria CASTELLS, Ronda Universdad 13, Barcelona 7.
ÉTATS-UNIS. Unipub, 1180 Ave. of the Americas, New York, N.Y., 10036.
FINLANDE. Akateeminen Kirjakauppa, Kesuskatu 1, 00100 Helsinki. Suomalainen Kirjakauppa Oy, Kouvuvuoraa Kuja 2, 01640 Vantaa 64
FRANCE. Librairie Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris ; et grandes librairies universitaires

GABON. Librairie Sogalivre, à Libreville, Franceville, Librairie Hachette, B.P. 3923, Libreville
GRÈCE. Librairie H. Kauffmann, 28, rue du Stade, Athènes ; Librairie Eleftheroudakis, Nikkis 4, Athènes, John Mihalopoulos and Son, 75, Hermou Street, P.O. Box 73, Thessalonique ; Commission nationale hellénique pour l'Unesco, 3 rue Akadimias, Athènes
RÉP. POP. REV. DE GUINÉE. Commission nationale guinéenne pour l'Unesco, B.P. 964, Conakry.
HAÏTI. Librairie A la Caravelle, 26, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince.
HAUTE-VOLTA. Lib. Attie B.P. 64, Ouagadougou — Librairie Catholique « Jeunesse d'Afrique » Ouagadougou
HONGRIE. Kultura-Buchimport-Abt., P.O. B. 149-H-1389, Budapest 62
IRAN. Commission nationale iranienne pour l'Unesco, 1188 Enghlab Av., Rostam Give Building, Zip Code 13158, P.O. Box 11365-4498, Teheran.
IRLANDE. The Educational Co. of Ir. Ltd., Ballymount Road Walkinstown, Dublin 12, Tycooly International Publ. Ltd, 6 Crofton Terrace, Dun Laoghaire Co., Dublin.
ISRAËL. A B C. Bookstore Ltd, P.O. Box 1283, 71 Allenby Road, Tel Aviv 61000
ITALIE. Licosca (Libreria Commissionaria Sansoni, S.p.A.) via Lamarmorata, 45, Casella Postale 552, 50121 Florence.
JAPON. Eastern Book Service, Inc 37-3 Hongo 3-chome Bunkyo-ku, Tokyo 113
LIBAN. Librairie Antoine, A. Naoufal et frères, B.P. 656, Beyrouth
LUXEMBOURG. Librairie Paul Bruck, 22, Grande-Rue, Luxembourg ; Service du Courrier de l'Unesco, 202 avenue du Roi, 1060 Bruxelles - CCP 26430-46
MADAGASCAR. Toutes les publications : Commission nationale de la Rép. dém. de Madagascar pour l'Unesco, B.P. 331, Antananarivo.
MALI. Librairie populaire du Mali, B.P. 28, Bamako
MAROC. Librairie « Aux belles images », 282, avenue Mohammed-V, Rabat ; Librairie des Ecoles, 12, avenue Hassan II, Casablanca ; Commission nationale marocaine pour l'Unesco 19, rue Oqba, B.P. 420, Rabat Agdal
MAURICE. Nalanda Co Ltd, 30, Bourbon Street, Port-Louis.
MAURITANIE. Gralicoma, 1, rue du Souk X, avenue Kennedy, Nouakchott.
MEXIQUE. Libreria El Correo de la Unesco, Actipán 66, Colonia del Valle, Mexico 12 DF.
MONACO. British Library, 30, bd des Moulins, Monte-Carlo.
MOZAMBIQUE. Instituto Nacional do Livro e do Disco (INLD), Avenida 24 de Julho, 1921 r/c e 1° andar, Maputo
NIGER. Librairie Mauclert, B.P. 868, Niamey.
NORVÈGE. Johan Grundt Tanum, P.O. B. 1177 Sentrum, Oslo 1 ; Narvesen A/S Subscription and Trade Book Service 3, P.O. B. 6125 Etterstad, Oslo 6 ; Universitets Bokhandelen, Universitetssentret, Postboks 307 Blindern, Oslo 3.
NOUVELLE-CALÉDONIE. Reprex SARL, B.P. 1572, Nouméa

PAYS-BAS. Keesing Boeken B.V., Joan Muyskenweg, 22, Postbus 1118, 1000 B C Amsterdam.
POLOGNE. ORPAN-Import Palac Kultury, 00-901 Varsovie, Ars-Polona-Ruch, Krakowskie-Przedmiescie N° 7, 00-068 Varsovie
PORTUGAL. Dias & Andrade Ltda Livraria Portugal, rua do Carmo, 70, Lisbonne
ROUMANIE. ARTEXIM, Export/Import, Piata Scientiei n° 1, P.O. Box 33-16, 70005 Bucarest
ROYAUME-UNI. H.M. Stationery Office P.O. Box 276, London S.W. 8, 5 DT, Third World Publications, 151 Stratford Road, Birmingham B 11 1RD
SÉNÉGAL. Librairie Clairafrique, B.P. 2005, Dakar Librairie des Quatre-Vents, 91, rue Blanchot-avenue Georges Pompidou, B.P. 1820, Dakar
SUÈDE. Svenska FN-Forbundet, Skolgrand 2, Box 150-50, S-10465 Stockholm ; Wennergren-Williams AB Box 30004-S-104 25 Stockholm ; Esselte Tidsskriftscentrale Gamla Brogatan 26 Box 62 - 101 20 Stockholm.
SUISSE. Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich, CH 8024
Librairie Payot, 6, Rue Grenus, 1211, Genève 11 C C P
12 236 Librairie Payot aussi à Lausanne, Bâle, Berne, Vevey, Montreux, Neuchâtel et Zurich
SYRIE. Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement, B.P. 704, Damas
TCHAD. Librairie Absounout, 24, av. Charles de Gaulle, B.P. 388, N'Djamena
TCHÉCOSLOVAQUIE. S N T L, Spalena 51, Prague 1 Artia, Ve Smekach 30, P.O. Box 790, III-27 Prague 1 Pour la Slovaquie seulement : Alfa Verlag Publishers, Hurbanovo nám, 6, 893 31 Bratislava
TOGO. Librairie Evangélique, B.P. 378, Lomé ; Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164 ; Lomé, Librairie universitaire, B.P. 3481, Lomé
TRINITÉ-ET-TOBAGO. Commission Nationale pour l'Unesco, 18 Alexandra Street, St. Clair, Trinidad, W.I.
TUNISIE. Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis ; Société chérifienne de distribution et de presse, Sochepris, angle rues de Dinant & St. Saens, B.P. 683, Casablanca 05
TURQUIE. Haset Kitapevi A.S., Istiklal Caddesi, N° 469, Posta Kutusu 219, Beyoglu, Istanbul.
U.R.S.S. Mejdunarodnaya Kniga, Moscou, 121200
URUGUAY. Edilyr Uruguaya, S.A. Maldonado, 1092, Montevideo.
YUGOSLAVIE. Mladost, Ilica 30/11, Zagreb ; Cankarjeva Zaloza, Zopitarjeva 2, Ljubljana ; Nolit, Terazije 13/VIII, 11000 Belgrade
RÉP. DU ZAIRE. La librairie, Institut national d'études politiques, B.P. 2307, Kinshasa Commission nationale de la Rép. du Zaire pour l'Unesco, Ministère de l'Education nationale, B.P. 32, Kinshasa



Photo Unesco

L'envolée des mots

Dans le monde moderne, savoir lire et écrire est une condition indispensable à l'épanouissement des individus et au développement des nations. Pourtant, si la proportion d'illettrés dans la population mondiale est en diminution, leur nombre, en valeur absolue, ne fait qu'augmenter. Ce n'est donc que par une action énergique d'alphabétisation des jeunes que l'on parviendra à éliminer définitivement ce

fléau. A l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, l'Unesco a organisé un concours d'affiches ouvert aux jeunes du monde entier, sur le thème « Les jeunes et l'alphabétisation », pour illustrer la Journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre 1985. En haut, le dessin présenté au concours par Abdelhak El Bech, 15 ans, de Haouaria en Tunisie.